

OFIS store Shopping. No limit.

Ordinateur GX 760[®]
+ Imprimante HP 1515

145.000 FCF

STOCK LIMITE

LibreOffice + Antivirus Microsoft Offers

01 600 00 00 | Bd Sassou Nguesso, MPILA (En diagonale CFAO)

LA SEMAINE AFRICAINE

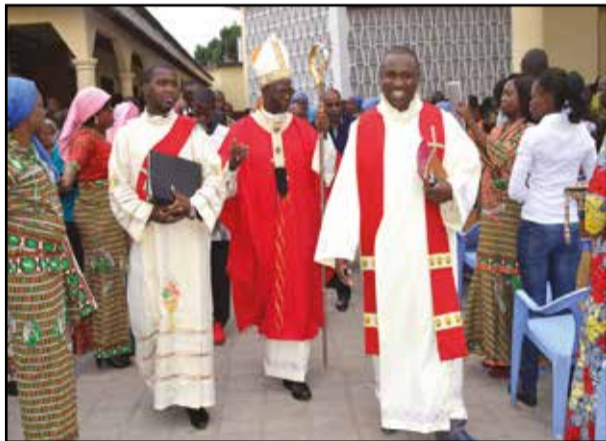
64^{ème} année

www.lasemaineafricaine.net

N° 3597 du Vendredi 3 Juin 2016 - 64^e Année - Siège Social: Bd Lyautey - Brazzaville - B.P.: 2080 -
 CONGO: 500 F. CFA - FRANCE: 1,75 Euro - Tél.: (+ 242) 06.678.76.94 / 05.528.03.94 / 06.889.98.99 - E-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr

65^e anniversaire de la paroisse Saint Esprit de Mougali (Archidiocèse de Brazzaville)

Mgr Anatole Milandou invite les chrétiens à devenir des témoins de la miséricorde du Père



Mgr Anatole Milandou (crosse en main) pendant la procession d'entrée à la messe. (P.9)

Editorial

Faire la rupture, au nom du progrès!
(P.3)

BUROTOP IRIS
RETROUVEZ VOTRE PUB EN PAGE 14

Primature



Rassuré par le soutien des parlementaires P.c.t, Clément Mouamba promet le dialogue politique

(P.3)

Ministère de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation

Pari tenu, pour la session de juin 2016 du baccalauréat général



Anatole Collinet Makosso.

(P.3)

Vie politique nationale

Le Frocad appelle à un véritable dialogue inclusif

(P.6)

OKEN PALACE HOTEL
Home Away From Home

Séjournes à Pointe-Noire, sans dormir n'importe où !
A partir de 25.000 Fcfa

OKEN PALACE HOTEL

Situé à Pointe-Noire, hôtel à 5 étoiles.
Located in Pointe-Noire, 5-star hotel.

06 529 11 74 . 05 513 13 73 . 06 642 42 89

Nécrologie

Jacques Mamounouba-la, pied gauche dévastateur



(P.13)

Portrait

Vangsy Goma, un jeune Congolais basé à Abidjan où il a créé une société de transport



(P.5)



AVIS D'APPEL D'OFFRES

TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU SIEGE ECOBANK CONGO - BRAZZAVILLE

1 - Le présent Appel d'Offres est lancé par ECOBANK CONGO pour la sélection d'entreprises en vue de la construction de son siège social à BRAZZAVILLE (République du Congo).

2- Cet appel d'offres a pour objet l'exécution des travaux du lot définis comme suit:

LOTS	DESIGNATION
LOT 9	CLOISONS, MOBILIERS, HABILLAGE BOIS, HABILLAGE EN VITRAGE, PORTES COUPE-FEU, STORES/RIDEAUX, DIVERS

3- Cette consultation est ouverte aux entreprises expérimentées dans ce type de projet.

Elles doivent être aptes à réaliser dans les conditions requises, les prestations objet de la présente consultation, pour autant qu'elles satisfassent aux conditions et règlements fiscaux et professionnels en vigueur.

4 - Les Marchés issus de cet appel d'offres seront financés par ECOBANK CONGO;

5 - Le Dossier d'Appel d'Offres pourra être retiré par les soumissionnaires contre le paiement des frais de dossier non remboursable de FCFA un million (1 000 000) à partir du 05 juin 2016, à 10 heures 00 minute au siège d'ECOBANK

6 – Toutes les offres doivent être déposées au plus tard le 04 juillet 2016, à 16 heures 30 minutes-TU, au Secrétariat du Directeur Général,

ECOBANK CONGO
 Avenue du camp,
 Immeuble de l'arc 3e étage
 Brazzaville – République du Congo
 B.P: 2485
 Tel: (242) 06 621 08 08 / 05 778 79 08

7- L'Entreprise établira sa proposition en se conformant au cadre de décomposition du prix global et forfaitaire des différents chapitres.

Le cadre n'est cependant pas limitatif et les quantités mentionnées sont données à titre indicatif sans engager de quelque manière que ce soit la responsabilité

du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Ouvrage Délégué et du Maître d'œuvre.

L'Entreprise doit, sous sa propre responsabilité, compléter et ou rectifier les quantités autant que de besoin. Elle devra faire apparaître toutes différences ou appréciations qu'elle aura rencontrées au cours de l'étude du dossier dans un document séparé et remplir le cadre fourni comme tel.

La communication de ce document à l'Entreprise ne modifie donc en rien le caractère global, forfaitaire et non révisable du prix, et le délai maximum d'exécution contenu dans la soumission.

La responsabilité de l'Entreprise dans la recherche, l'exploitation, la mise en œuvre, la conformité des matériaux nécessaires à l'exécution des travaux, selon les spécifications des pièces écrites, demeure totale.

8- Les Soumissionnaires retenus à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires et examiner le Dossier d'Appel d'Offres aux adresses suivantes:

- AGENCE ARCHI 2000 Abidjan Plateau, Avenue Noguès Immeuble Trade Center 1 ^{er} étage 18 BP 1403 ABIDJAN 18 – COTE D'IVOIRE Tel: (225) 20 32 32 68 Fax: (225) 20 32 32 76 e-mail: archi2000@archi2000.ci	- ECOBANK CONGO Avenue du camp, Immeuble de l'arc 3e étage Brazzaville – République du Congo B.P 2485 Tel: (242) 06 621 08 08 / 05 778 79 08
--	---

9- La période de validité des offres devra être de quatre-vingt dix (90) jours, à compter de la date limite de remise des offres.

10- L'Entreprise est tenue de proposer le planning de ses travaux sur un délai global maximum (commande, fabrication, transport et mise en œuvre) n'excédant pas six (06) mois.

Toute offre proposant un délai supérieur au délai maximum sera rejetée.

11- Les résultats du présent Appel d'Offres seront affichés dans les locaux du siège de ECOBANK CONGO et communiqués à chaque soumissionnaire par courrier.

Primature

Rassuré par le soutien des parlementaires P.c.t, Clément Mouamba promet le dialogue politique

Dans le souci de décrier le climat politique actuel dans le pays, le premier ministre, chef du gouvernement, Clément Mouamba, entreprend, depuis la semaine dernière, des rencontres avec les principales formations ou plateformes politiques du pays. Ainsi, vendredi 27 mai 2016, il a été reçu, dans la salle de conférence du Ministère de la justice, à Brazzaville, par les parlementaires du P.c.t, conduits par Pierre Ngolo, secrétaire général de ce parti, qui l'a rassuré de leur soutien. A cette occasion, le premier ministre a annoncé l'éventualité de la tenue d'un dialogue qui regroupera tous les acteurs politiques.

Heureux de ce premier contact avec le premier ministre, le secrétaire général du P.c.t, Pierre Ngolo, a saisi cette opportunité pour louer et saluer le rôle déterminant joué par les parlementaires du P.c.t, dans le processus électoral qui a débouché sur le changement de la Constitution et la réélection du président Denis Sassou-Nguesso. « Cette confiance renouvelée est le résultat du charisme de l'homme, de son expérience et de ses actions concrètes », a affirmé Pierre Ngolo, qui a rassuré le premier ministre du soutien du P.c.t à son action à la tête du gouvernement. « Au temps fort du combat de changement de la Constitution, les parlementaires se sont investis à fond. Monsieur le premier ministre, voici, ici présents, les députés et les sénateurs du P.c.t, qui vont vous soutenir dans vos actions multidimensionnelles... Le camarade Clément Mouamba est un camarade, c'est un camarade, il est ici dans son milieu naturel. Vous comprenez qu'entre vous et lui, ça doit être la confiance, la confiance tout à fait; entre vous et lui, ça doit être la complicité », a-t-il dit.

Remerciant les parlementaires du P.c.t, le premier ministre a insisté sur la tenue d'un dialogue politique dans le pays, pour détendre le climat politique et faire renaître la confiance entre fils et filles du

trie, c'est mon cas », a-t-il rappelé. Le premier ministre a reconnu que le P.c.t, et partant la majorité, avait prononcé des mots très forts pour soutenir sa nomination. Il a indiqué qu'on s'achemine vers la tenue d'un dialogue « avec tout le monde, sans tabou », et qu'il est « le premier ministre de tout le monde, y compris les opposants ». « En faisant ça, nous allons vers l'ouverture, car le pays a besoin de l'apaisement ». Clément Mouamba a insisté sur le fait qu'il est « le premier ministre de toutes les couches sociales, il est là pour l'action générale; il est là pour l'intérêt général; il est là pour le bien commun pour tous les Congolais, quelles que soient leurs couleurs ». « Alors, si mon parti le comprend ainsi, je crois que nous ferons de bonnes choses. Dans ce dialogue, ce que nous cherchons, déjà, c'est qu'on puisse demander

à un Congolais, qu'il soit au moins patriote. Dès lors qu'il l'est, je dis à mes collègues du gouvernement qu'ils n'auront pas que, dans leurs services, leurs ministères, que les membres du P.c.t. Ils feront confiance aux cadres congolais, dès lors qu'ils sont au moins patriotes, naturellement compétents aussi », a-t-il dit. Signalons que le premier ministre a été aussi reçu, le samedi 28 mai dernier, au Palais des congrès, par le Pôle du consensus de Sibiti, conduit par son président, Pierre Ngolo. Les partis, associations et personnalités membres de cette plateforme créée après le dialogue national de Sibiti ont promis de soutenir l'action du premier ministre et de son gouvernement.

Pascal Azad DOKO

Congo. « Le gouvernement que je conduis est un gouvernement qui est pour le dialogue fécond. Quand on doit construire la République, il n'y a pas de questions taboues. Et lorsqu'on veut réussir, il faut, maintenant, mettre sur la table des hommes animés de bonne volonté, capables de trouver des solutions, lorsqu'ils ont comme passion la pa-

Ministère de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation

Pari tenu, pour la session de juin 2016 du baccalauréat général

Comme prévu, les épreuves officielles du baccalauréat général, session de juin 2016, ont bel et bien démarré, le mercredi 1^{er} juin 2016, sur toute l'étendue du territoire national. C'est au centre du Lycée Thomas Sankara, dans le 9^e arrondissement Djiri, à Brazzaville, que le ministre de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, a donné le coup d'envoi de cette session. Cette année, ils sont 76.037 candidats, contre 66.586, en 2015, à affronter le bac général, répartis dans 175 centres, dont 84, à Brazzaville, 89, dans les autres départements et 2 centres, en Angola (Luanda et Cabinda). Le ministre a, une fois de plus, exhorté les candidats à vaincre la peur et à ne pas suivre « les ennemis de la République, les vendeurs de faux sujets qui veulent décrédibiliser le système éducatif congolais ».

Assisté du président du jury général, du directeur départemental de l'enseignement, du D.e.c (Directeur des examens et concours), le ministre Anatole Collinet Makosso a procédé à l'ouverture de la première enveloppe, composée des sujets de mathématiques, toutes séries confondues, au centre n°1 du Lycée Thomas Sankara. Ce centre a reçu 574 élèves répartis dans dix salles. Juste après le lancement, Collinet Makosso a visité quelques centres de Brazzaville, notamment l'Ecole catholique Immaculée conception (5^e arrondissement Ouenzé), Lycée Emery Patrice Lumumba et C.e.g Nganga Edouard (Moungali, 4^e arrondissement), Lycée Chaminade (Poto-Poto), Maison d'arrêt, où 26 candidats détenus passent le bac, Lycée Pierre Savorgnan De Brazza (Bacongo). La visite s'est achevée au Lycée Sébastien Mafouta, dans le 8^e arrondissement, Madibou, sur une note de satisfaction. « Je suis heureux de constater que les épreuves ont très bien démarré. Il en est ainsi sur toute l'étendue, au regard des rapports que nous recevons de nos délégués à l'intérieur et de la visite que nous venons d'effectuer ensemble dans les centres de Brazzaville. On constate une organisation relativement sûre, parce qu'on craignait qu'il y ait des élèves qui, le jour même de l'examen, soient un peu perdus, errants, ça et là. On craignait de voir les affluences dans les centres d'examen où les élèves ne savent pas à quel saint se vouer. Mais, nous avons constaté qu'à l'heure H, toutes les dispositions étaient prises, il y avait la discipline dans tous les centres et les épreuves ont bien démarré », a déclaré Collinet Makosso, à la presse.

Sur ce tableau satisfaisant, quelques scènes ne manquent pas. Comme ce candidat qui est arrivé en retard, au centre de Nganga Edouard, une heure après le démarrage des épreuves, à 10h. Le ministre est resté ferme et a ordonné qu'il ne soit pas reçu. Pour faciliter l'arrivée des candidats, à Brazzaville et à Pointe-Noire, les bus de la S.t.p.u (Société de transport public urbain) leur sont gratuits. Un autre cas à signaler, c'est celui d'une candidate qui a accouché en matinée, à l'hôpital central des Armées Pierre Mobongo. Des instructions ont été données pour qu'elle passe l'examen au centre de l'Ecole militaire préparatoire général Leclerc. Dans tous les centres, le message du ministre était celui du réconfort et l'appel à la vigilance des surveillants et des candidats à ne pas suivre les marchands d'illusions. Les sacs des candidats sont placés très loin des salles, le téléphone et autres objets sont interdits, outre

Editorial

Faire la rupture, au nom du progrès!

Née dans la douleur des incompréhensions, différends et querelles politiques, la nouvelle République prend, malgré tout, son envol. Ainsi l'histoire des peuples qui n'est jamais un long fleuve tranquille! Il faut savoir tourner la page et regarder l'avenir à construire, comme un leader politique de l'opposition l'a reconnu, en toute responsabilité. En s'engageant dans la voie d'une nouvelle République, le Congo n'a rien perdu de ses acquis démocratiques. Au contraire, il s'est donné l'opportunité de faire une rupture (des comportements déviants et des mentalités perverses dans la gestion du bien commun), pour asseoir sa démocratie sur des valeurs qui ont permis et permettent à d'autres peuples de développer une véritable culture du vivre ensemble et du bien-être social. Mais, la rupture qu'entraîne la nouvelle République ne doit pas être un simple slogan, comme on l'a vu dans le passé. A la Conférence nationale souveraine de 1991, nous nous étions engagés à ne plus recommencer (la bêtise humaine): « Plus jamais ça », après une histoire politique agitée, sanglante et jalonnée de plus de trois mille morts de l'intolérance, à partir de l'indépendance. A peine que nous étions sortis de cette grand-messe où la démocratie pluraliste était portée sur les fonts baptismaux, que les armes et la violence avaient repris le dessus: des guerres civiles à répétition, par les mêmes acteurs, suivant le retournement de leurs alliances politiques.

Nous voici, aujourd'hui, dans une nouvelle République! Un nouveau départ pour mieux construire notre avenir, inculturer, véritablement, les vertus démocratiques qui consistent à ne jamais franchir le Rubicon de la bêtise humaine, à savoir que les contentieux politiques, même les plus enfouis dans la haine, ne peuvent trouver de règlement que dans le dialogue. Cela suppose, de la part de chaque acteur politique, une grande capacité de dépassement de soi et de tolérance, une culture citoyenne mature, terrassant les pulsions naturelles et sauvages qui conduisent l'être humain à agir bestialement. Rassembler, apaiser, dialoguer doivent être parmi les vertus de la nouvelle République.

La démocratie pluraliste suppose l'Etat de droit. La nouvelle République ne démarre, malheureusement, pas de zéro. Dans l'héritage qui est le sien, il n'y a pas que des acquis; il y a aussi des contentieux, des incompréhensions, des faiblesses, bref des situations qui attendent d'être réglées. Le changement de Constitution ne doit pas être une histoire de sauvegarder un pouvoir, mais d'asseoir la démocratie congolaise sur de bonnes bases, afin que la gestion publique ne soit plus source d'enrichissement personnel et que l'alternance démocratique ne soit plus source d'angoisse, de menace à la paix et à l'unité nationale. C'est en cela que le changement de l'ordre constitutionnel, pour lequel le Congo est tant critiqué sur la scène internationale, sera salutaire à l'histoire du peuple congolais. Garder ou ressusciter les mauvaises habitudes d'hier, comme le non-respect de certaines dispositions de la Constitution, revient à condamner la démocratie congolaise à ne jamais prendre de l'envol.

Dans le renouveau des mentalités, le dialogue dont on entend de nouveau parler dans les états-majors politiques, peut être un grand test de la rupture tant prônée. Le premier ministre s'y montre favorable. Tant mieux! Certains suggèrent que ce dialogue permette de revoir le système électoral. Pourquoi pas, quand on sait que les élections législatives vont intervenir dans un an environ. D'autres pensent que c'est l'occasion de tirer au clair la situation du Pool. Les idées ne manquent pas, comme on peut le constater, mais il faudrait que la classe politique fasse réellement preuve de rupture de mentalités, pour qu'on ne retombe pas dans les ornières du passé où le dialogue ne réussissait pas à mettre ensemble la diversité des courants politiques qui s'expriment sur l'échiquier national. Quoiqu'il en soit, la politique doit créer les conditions du développement économique qui permet de réaliser le bien-être social. C'est notre espoir pour ce quinquennat.

Joachim MBANZA

les instruments autorisés, à l'instar des instruments géométriques. « Il est vrai que le risque zéro n'existe pas, mais, on peut vous dire que toutes les dispositions ont été prises », a dit le ministre. Signalons que cette visite s'est poursuivie, jeudi 2 juin, dans le département du Pool, partie du pays où l'école a été perturbée, pendant près d'un mois, suite aux événements du 4 avril 2016, à

Brazzaville, et à l'intervention de l'armée contre les partisans du pasteur Ntumi, dans ce département, ainsi que dans la Bouenza. A partir de la semaine prochaine, on sera dans l'attente des résultats de ce bac général, pour apprécier les performances des candidats, cette année.

Esperancia MBOSSA-OKANDZE



Nous recherchons pour notre bureau de Brazzaville un correspondant informatique bilingue

Le Correspondant Informatique est le garant de l'optimisation, du bon fonctionnement et de la sécurité des ressources informatiques de l'entreprise.

Description du poste :

- Responsable du suivi de la sauvegarde et restauration des données.
- Installation et configuration des Ordinateurs,
- Gestion et suivi du parc informatique et les consommables au quotidien
- Enregistrement, suivi et résolution des problèmes informatiques des collaborateurs
- Gestion du réseau informatique (LAN WAN)
- Gestion et suivi des applications mobiles (Android, Iphone, Ipad,...)
- Formation des collaborateurs à l'outil informatique et applications mises en place par le Global IT (IT DEMO DAY)
- Gestion des applications métier du cabinet EY
- Suivi des achats du matériel informatique
- Répondre dans les délais aux préoccupations du Global IT

Profil recherché

- * BAC + 2 en informatique (BTS ou au plus licence)
- * Etre bilingue (anglais, français)
- * Maîtrise des outils suivants : Access, PowerPoint, Excel, Word (Office 2013)
- * Compétence en réseau informatique
- * Age maximum 27 ans

Composition du dossier (envoi par e-mail exclusivement) :

- * 1 cv + 1 lettre de motivation en français et en anglais
- * 1 copie de diplôme avec référence e-mail et téléphone de l'école

N.B : les trois (3) meilleurs candidats seront invités à un test et un entretien en français et en anglais
Tous les dossiers seront adressés par mail : ey.brazzaville@cg.ey.com

Date de clôture des dossiers le vendredi 10 juin 2016 à 18h00



MINISTRE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS
Central African Backbone
Communication Infrastructure and Technology
CAB – CIT – Congo / Projet N°49740 – CG



**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL N°001/2016/MPT/UCP/CAB-CIT
 POUR L'ACQUISITION ET PARAMETRAGE DU MATERIEL POUR L'INTER-
 CONNEXION DES ETABLISSEMENTS DE L'UNIVERSITE MARIEN NGOUABI**

1. Le Gouvernement de la République du Congo cofinance avec l'Association Internationale de Développement (IDA) le Projet Central African Backbone (CAB). Il se propose d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements autorisés au titre du marché d'acquisition et paramétrage du matériel pour l'interconnexion des établissements de l'Université Marien NGOUABI.

2. L'Unité de Coordination du Projet invite, par le présent avis d'appel d'offres national, les candidats remplissant les conditions requises à présenter une offre sous pli fermé cacheté : acquisition et paramétrage du matériel pour l'interconnexion des établissements de l'Université Marien NGOUABI.

3. Le processus se déroulera conformément aux procédures d'appel d'offres nationales décrites dans les Directives: Passation des marchés financés par les prêts de la BIRD et les crédits de l'IDA (version des Directives), édition janvier 2011.

4. Les candidats intéressés remplissant les conditions requises peuvent obtenir un complément d'information auprès de l'Unité de Coordination du Projet et peuvent examiner/acquérir le dossier d'appel d'offres à l'adresse indiquée ci-après de lundi à vendredi entre 8 h 30 et 16 H 00.

5. Les candidats intéressés peuvent acheter, un jeu complet du document d'appel d'offres rédigé en français, à l'adresse indiquée ci-après, moyennant paiement d'un montant non remboursable de 100.000 FCFA ou d'un montant équivalent en monnaie librement convertibles.

Le paiement pourra s'effectuer en espèces au siège du projet.

6. Les offres exprimées Toutes Taxes Comprises (TTC) doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-après au plus tard le 30 juin 2016 à 14 heures précises (heure locale). L'offre doit être accompagnée d'une garantie d'offre d'un montant de un Million

(1.000.000) FCFA.

La garantie peut être libellée dans une monnaie librement convertible ou d'une garantie bancaire, délivrée par une banque agréée en République du Congo par la Commission Bancaire d'Afrique Centrale (COBAC).

Les offres reçues après le délai fixé seront rejetées.

7. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à la séance d'ouverture le 30 juin 2016 à 14 heures 30 minutes à l'adresse indiquée ci-après:

Unité de Coordination du Projet CAB -
 Central African Backbone
 Rue LOCKO Isaac, Derrière l'Ambassade des Etats-Unis
 BP. 1420

Tél : (00242) 06 835 00 41,
 E-mail : contact@cabcongo.org,
 Centre-ville/ Brazzaville - CONGO

Fait à Brazzaville le 31 Mai 2016

Le Coordonnateur

Yvon Didier MIEHAKANDA



**SOCIETE GENERALE
 CONGO**

OFFRE D'EMPLOI

La Société Générale Congo, filiale du Groupe Société Générale, vous offre la possibilité de rejoindre un groupe bancaire international avec un plan de carrière professionnelle évolutif. Elle recherche pour sa Direction Commerciale, un (e) Conseiller (ère) Technico-commercial en Crédit Moyen Terme et Leasing. Poste de Cadre, basé à Pointe-Noire, couvrant toute l'étendue des sites de la Banque.

Votre mission principale: Rattaché (e) au Directeur Commercial, vous aurez pour mission principale de contribuer à la stratégie de la banque en termes d'approche commerciale et risque sur les financements MT et les refinancements possibles, de contribuer à l'animation commerciale autour de nos démarches commerciales ciblant les financements moyen terme.

Vos responsabilités principales:

1- Identifier les projets de financement et de refinancement

- Identifier les besoins de financement et de refinancement moyen terme au sein de la ligne commerciale
- Etudier toute la documentation contenue dans un dossier de financement moyen terme
- Solliciter les dues diligences nécessaires et les avis d'expert, si besoin, pour l'analyse d'un dossier de financement MT
- Assurer le montage de bout en bout d'un dossier de financement partant de la communication avec le client jusqu'au dernier jalon de validation interne

Identifier les financements en leasing:

- Formalisation des contrats et suivi administratif des dossiers de crédit des clients;
- Contrôler et valider la conformité de la décision prise ainsi que sa bonne saisie dans l'outil informatique
- Suivre les opérations de régularisations éventuelles après la mise en financement ;
- Apporter un appui technique aux équipes commerciales;
- Alerter la hiérarchie après analyse des dysfonctionnements ou des anomalies et proposer des solutions;
- Participer à l'amélioration des procédures en place.

Profil recherché:

- Vous êtes titulaire d'un Bac +4/5 en Banque, Finance, Gestion commerciale;
- Vous justifiez d'une expérience d'au moins 5 ans dans un métier similaire;
- Informatique (Ms Excel & Ppt,...);
- Anglais souhaité;
- Permis de conduire.

Qualités:

- Avoir des connaissances en analyse financière;
- Avoir une parfaite maîtrise de l'analyse des projets Moyen Terme et Leasing;
- Connaissance approfondie des principes de valorisation et de revalorisation des collatéraux;
- Avoir le sens commercial et une connaissance de l'activité bancaire;
- Maîtriser l'art de la négociation et être une force de persuasion;
- Etre polyvalent, dynamique, autonome et avoir des aptitudes relationnelles;
- Rigueur, sens de l'organisation et force de proposition.

Vous répondez à tous ces critères, merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre de motivation et CV) uniquement par voie électronique, à l'adresse suivante, rh.sgc@sogen.com en indiquant uniquement en objet: «offre CTCL»

Date limite de réception des dossiers: le 09 juin 2016

ETUDE de Maître Jean Marie MOUSSOUNDA
 Notaire au ressort de la Cour d'Appel de Brazzaville
 1er étage immeuble City Center, Centre-ville, B.P: 587
 Tél.: (00242) 81.18.93; 06 664.83.17; 05 522.06.60
 E-mail: moussounda_jeanmarie@yahoo.fr
REPUBLIQUE DU CONGO

SCI-NAS

Société Civile Immobilière
 Au Capital de 1.000.000 F. CFA
 Siège: 87, Rue Bandza (Poto-Poto)
 Brazzaville

INSERTION LEGALE

Aux termes des actes reçus par Maître Jean Marie MOUSSOUNDA, en date à Brazzaville du 24 septembre 2014, dûment enregistrés à Brazzaville, aux Domaines et Timbres de Poto-Poto, la même date, sous Folio 170/8, n°2432, il a été constitué une Société Civile Immobilière dénommée: «SCI-NAS», dont les caractéristiques sont les suivantes:

Forme: Société Civile Immobilière;

Capital: le capital social de la Société est de: 1.000.000 F. CFA;

Siège: Le siège de la Société est fixé à Brazzaville, 87, Rue Bandza (Poto-Poto);

Objet: La Société a pour objet, en République du Congo:

- * L'acquisition et l'aliénation de ceux des immeubles devenus inutiles à la société, au moyen de vente, échange apport en société et promotion immobilière, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement tout immeuble bâtis ou non bâtis;
- * Et, généralement, toutes opérations

quelconques pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à son objet, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société;

Durée: La durée de la société est de 99 années;

RCCM: La Société a été immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier du Tribunal de Commerce de Brazzaville, sous le n° BZV/15 D 224 du 29 septembre 2014;

• **Gérance:** Suivant Procès-verbal de l'Assemblée générale constitutive en date du 24 septembre 2014;

• **Monsieur NDONGO Symphorien**, de nationalité Congolaise, est le Gérant de la société.

Dépôt de deux expéditions des statuts a été entrepris au Greffe du Tribunal de Commerce de Brazzaville, conformément à la loi.

Pour insertion,
Maître Jean Marie MOUSSOUNDA

Cemac (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale)

Le Gabon a lancé un emprunt obligataire pour mobiliser 98 milliards de francs Cfa

La direction générale de la dette relevant du Ministère gabonais du développement durable, de l'économie, de la promotion des investissements et de la prospective, a lancé une opération d'emprunt obligataire, dans le cadre d'un appel public à l'épargne sur le marché financier des Etats membres de la Cemac (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale), pour mobiliser un montant de 98 milliards de francs Cfa.

A Brazzaville, le lancement de cet emprunt, qui ne concerne que trois pays de la Cemac, notamment le Congo, le Gabon et la Guinée Equatoriale, a eu lieu, jeudi 26 mai 2016, à l'hôtel Radisson Blu, sous le patronage de Thierry Minko, directeur général de la dette, qui a conduit une forte délégation des cadres de son département, en présence de René Makongo, ambassadeur du Gabon au Congo, et Axel Leounda, directeur des émetteurs à la Cosumaf (commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale). De nombreux représentants de banques, de sociétés d'assurance, d'établissements financiers et les particuliers y ont participé. Dans son exposé, Thierry Minko a édifié les investisseurs sur l'intérêt de cet emprunt lancé par le gouvernement gabonais. La période de souscription va du 1^{er} au 7 juin 2016. Le taux

d'intérêt est fixé à 6,50% par an. Il est exonéré d'impôts pour les résidents de la zone Cemac. Pour convaincre l'assistance, Thierry Minko a donné des informations à caractère général sur le Gabon, son économie et ses finances publiques qui se portent bien, avec la diversification, malgré la baisse des prix des matières premières, comme le pétrole. En 2010, l'Etat gabonais avait lancé un programme de développement ambitieux, le P.s.g.e (Plan stratégique Gabon émergent), afin de diversifier son économie, accélérer la croissance et devenir une économie émergente, à l'horizon 2025. En 2016, le budget d'investissement de l'Etat a été fixé à 562,7 milliards de francs Cfa. Dans cette perspective, il souhaite mobiliser 98 milliards de francs Cfa par appel public à l'épargne, en vue de réaliser les différents projets d'aménagement urbains et des tra-



Thierry Minko.

vaux d'infrastructures dans les villes de Libreville, Port Gentil, Franceville, Oyem et Bitam. Cet appel public à l'épargne est conforme à la stratégie d'endettement 2016-2018 et à la loi de finances 2016. C'est la troisième fois que le Gabon lance un emprunt obligataire au Congo. «Nous venons ici, parce que l'économie congolaise est dynamique, parce que le pays est politiquement stable. Nous pensons qu'ici, nous avons des investisseurs, parce que c'est ce que nous, nous recherchons, des gens qui peuvent acquérir des titres que nous émettons; des gens qui font confiance à l'économie gabonaise, qui nous suivent et qui nous connaissent.

Donc, on pense qu'ici, il y a des investisseurs sûrs. L'année dernière, nous sommes passés ici et nous avons eu un très très bon retour de la part de ce pays. Il y a des gens qui ont acheté des titres. Nous pensons que c'est parce qu'ils sont crédibles, parce qu'ils nous font confiance. Donc, on peut revenir et compter sur les investisseurs congolais. L'année passée, nous avons présenté un besoin de 80 milliards de francs Cfa et nous avons mobilisé 84 milliards de francs Cfa dans la Cemac, dont une part non négligeable est venue du Congo», a-t-il déclaré.

Philippe BANZ

Cour d'appel de Pointe-Noire

Cinq huissiers ont prêté serment, dont Me Arnaud Mbengo

Quelques jours après sa prestation de serment, le 27 mai dernier, au cours d'une audience présidée par André Roger Okombi, vice-président de la deuxième chambre de la Cour d'appel de Pointe-Noire, Me Arnaud Mbengo promet de s'appuyer sur l'honnêteté, afin d'être à l'abri des «tentations de toutes sortes» auxquelles peut être exposé un huissier de justice, dans l'exercice de son métier.



Me Mbengo prêtant serment.

Ils étaient, au total, cinq juristes à prêter serment, pour devenir huissiers de justice, à l'audience du vendredi 27 mai 2016, en présence de l'avocat général, Clément Mankita, d'autres huissiers et des membres du barreau de Pointe-Noire, dont Me Lionel Kalina Menga. Parmi eux, Me Arnaud Mbengo, stagiaire au cabinet d'huissier de Me Romuald Goma Tchibinda. Les quatre autres huissiers de justice sont Maîtres Patrick Mavoungou, Doute Héritier, Sim-



Photo de famille.

plice Mpandzou et Liberlin Mabiala. Après avoir prêté serment, les cinq nouveaux huissiers ont eu droit à des conseils, non seulement du président de l'audience et de l'avocat général, mais aussi du représentant du barreau et celui de la chambre des huissiers de Pointe-Noire. Des conseils qui vont, tous, dans le sens du respect strict de la déontologie, de l'éthique, du règlement intérieur et des autres outils juridiques en vigueur au Congo. Si le rôle de l'huissier est, par définition, celui d'exécuter les décisions de justice, il arrive que des huissiers rament à contre-courant des décisions de justice. Le cas d'un huissier qui a ordonné la démolition d'une maison, alors que le tribunal lui avait seulement demandé le déguerpissement. Il est, parfois, des huissiers qui extorquent l'argent des justiciables, lors des recouvrements ou demandent des honoraires largement au-dessus des montants fixés par les textes en vigueur, parmi lesquels la loi d'août 1992 réglementant la fonction d'huissier de justice en République du Congo. Des pratiques qui rendent difficiles, voire conflictuelles les relations entre huissiers et tribunaux, d'une part, et entre huissiers et justiciables, d'autre part. Du coup, «c'est l'image de tout un système judiciaire qui est mise à rude épreuve», reconnaît Me Kalina. Ce dont Me Mbengo et ses confrères se sont montrés conscients. «C'est vrai qu'il y a beaucoup de tentations dans ce métier. Mais, les neuf ans que je viens de passer en tant que stagiaire au cabinet de Me Romuald Goma m'ont permis de beaucoup apprendre. On peut maîtriser par cœur tous les textes juridiques, on peut toujours les violer, si l'on n'est pas armé d'honnêteté. C'est pourquoi je m'appuierai sur cette valeur morale, afin de ne pas tomber dans les travers. D'ailleurs, c'est un impératif. Si je travaille mal, j'aurai moins de clients. Et si j'ai moins de clients, j'aurai du mal à vivre décemment», a expliqué Me Mbengo, après sa prestation de serment. Né en 1973, à Brazzaville, Me Mbengo a intégré le cabinet Romuald Goma Tchibinda, en 2007, après l'obtention, en 2005, d'un D.e.s.s en gestion des ressources humaines, à la Fondation universitaire Mercure de Bruxelles. Mais, auparavant, il avait fréquenté plusieurs Universités africaines, parmi lesquelles celle du Bénin, dont il est sorti avec une maîtrise en sciences juridiques, option droit des affaires.

John NDIINGA-NGOMA

Portrait

Vangsy Goma, un jeune Congolais basé à Abidjan où il a créé une société de transport

La trentenaire, natif de Brazzaville, Vangsy Goma a fait ses études aux Etats-Unis d'Amérique. Il a travaillé au Congo où il a exercé les fonctions de directeur commercial de la compagnie de travaux publics M.b.t.p. Depuis, il est basé à Abidjan (Côte d'Ivoire) où il a créé, il y a un an, une société de transport, Africab, une «startup», à l'instar de la société Uber en Europe, spécialisée dans la location de véhicules de transport avec chauffeurs, via le téléphone mobile ou Internet, et l'utilisation de la géolocalisation. Vangsy Goma s'est prêté à nos questions, durant notre récent séjour à Abidjan.



Vangsy Goma.

aujourd'hui, ici. Nous avons une population jeune, mais une classe moyenne qui n'est pas encore très développée. Donc, aujourd'hui, le pouvoir d'achat pour les personnes qui pourraient utiliser Africab n'est pas encore avéré. Donc, nous allons continuer notre expertise et nos recherches sur le marché congolais, et si elles sont positives, nous essayerons de

nous y installer, bien sûr.

* Peut-on avoir une idée sur le personnel et le parc automobile d'Africab?

** Aujourd'hui, Africab, c'est une soixantaine de chauffeurs, et vingt-cinq personnes, du côté administratif, un parc automobile de trente véhicules, et d'ici-là, nous passerons sur 50 véhicules et sur deux gammes de produits différentes.

* La prochaine destination d'Africab, c'est quel pays?

** Aujourd'hui, on a plusieurs touches. Nous avons reçu, tout à l'heure, un investisseur de Guinée Conakry, nous avons rendez-vous avec des investisseurs du Sénégal, et particulièrement de la ville de Dakar. Donc, on a plusieurs touches, à gauche, à droite, partout en Afrique. Et on verra, pourquoi pas le Sénégal ou la Guinée Conakry.

Propos recueillis par VÉRAN CARRHOL YANGA

* Monsieur Vangsy Goma, en deux mots, c'est quoi Africab?

** Africab est une «startup» née d'un constat: on s'est aperçu que les populations urbaines africaines avaient de nouveaux besoins de transport. Parce que le transport actuel était trop vétuste, avec des véhicules qui n'ont jamais d'existence sur le marché, des véhicules trop vieux qui peuvent tomber, à tout moment, en panne, des problèmes de sécurité liés à des chauffeurs qui ne sont plus qualifiés, pour la plupart, lesquels ont une mauvaise expertise de leur métier. Donc, on a voulu apporter à ces populations-là, un service plus qualitatif, qui leur permettrait, aujourd'hui, de se déplacer en toute sécurité dans les métropoles africaines.

* S'il vous était demandé de faire un petit bilan, que diriez-vous?

** Nous avons créé Africab, il y a, aujourd'hui, un an de cela. Elle est opérationnelle depuis trois mois. Les premiers chiffres d'Africab sont plutôt encourageants, du fait de la haute population urbaine qu'il y a en Côte d'Ivoire et de ses nouveaux besoins avec des classes moyennes importantes, un grand nombre d'expatriés qui

sont très friands de ce genre de nouvelles technologies et de nouveaux modes de déplacement, ce qui permet, aujourd'hui, d'avoir un bilan plutôt positif.

* Pourquoi avoir lancé ce projet en Côte d'Ivoire?

** C'est pour une raison purement économique et d'opportunités: le marché ivoirien était un marché mûr, avec un taux de croissance approchant les 10%, une forte classe moyenne, une forte classe d'expatriés, avec de grandes entreprises occidentales qui ont leurs sièges sous-régionaux en Côte d'Ivoire. Donc, tous ces ingrédients nous ont permis de pouvoir mettre en place une bonne projection en Côte d'Ivoire et de pouvoir faire d'Abidjan, tout simplement, la ville pilote de notre projet.

* Avez-vous des ambitions de vous installer au pays?

** Oui, nous observons, aujourd'hui, le marché congolais. Il faut savoir que le marché congolais est un marché qui a ses particularités, qui sont différentes de celles du marché ivoirien. Nous n'avons pas, forcément, les problèmes de sécurité qu'ils ont,

Nouveaux tarifs pour abonnement

Congo	Francophone
6 mois	91 Euros
Retrait sur place:	182 Euros
15.600	Autres pays d'Afrique
Expédié:	96 Euros
23.400	192 Euros
1 an	Europe
Retrait sur place:	96 Euros
31.200	192 Euros
Expédié:	Amérique-Asie
46.800	100 Euros
France, Afrique	200 Euros

Pour tous renseignements, contacter les bureaux de La Semaine Africaine à Brazzaville et à Pointe-Noire. e-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr

L'hôpital A. Sicé de Pointe-Noire a besoin d'un scanner

L'hôpital général Adolphe Sicé, à Pointe-Noire, ne dispose pas de scanner. L'absence de cette machine condamne à la mort les malades nécessitant l'examen de scanographie, surtout ceux victimes de l'A.v.c (accident vasculo cérébral). On ne peut pas apporter un diagnostic conséquent sans cet examen. C'est une situation dramatique. En tout cas, l'hôpital A. Sicé attend, désespérément, d'être doté de scanner. Sa directrice générale, Mme Sidonie Plaza, a fait part de cette grande préoccupation à la ministre de la santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo, lors d'une réunion de travail tenue à la direction départementale de la santé.

«Ramsès Pharaon», un des chefs ninjas, dépose les armes et sort de la forêt

Il était celui qui voulait mener une résistance armée du côté de la route nationale n°1 vers Kinkala, dans le département du Pool. Ramsès Pharaon, de son vrai nom Auguste Bassoumba (43 ans), un chef ninja proche du pasteur Ntumi, a déposé les armes et est sorti de la forêt. Il écumait une partie du district de Kinkala, avec comme point d'attache le village Soumouna et ses environs, sur la bretelle Brazzaville-Kinkala de la route nationale n°1. Son groupe aurait même eu un accrochage sanglant, à Soumouna, après les événements du 4 avril à Brazzaville. Depuis, il était recherché par la force publique. Mardi 31 mai 2016, Télé-Congo l'a montré, à son journal de 20h, en train de faire une déclaration, pour encourager les autres ex-combattants ninjas à déposer les armes et à sortir de la forêt. Auguste Bassoumba, alias Ramsès, qui avait rejoint les rangs du mouvement du pasteur Ntumi depuis la guerre de 1998-99, aurait lui-même négocié sa sortie, par l'intermédiaire de sa famille. Il avait fait parvenir à la force publique, une vidéo pour exprimer sa volonté de sortir. Dans ses déclarations à la presse, après sa sortie, il a accusé le pasteur Ntumi «d'avoir pris le Pool en otage depuis 1998» et remercié le président de la République «pour sa main tendue». Il faut souhaiter que l'autre chef ninja, répondant au surnom de «Ntoba Moubori», qui entretient un groupe armé dans les forêts de la route nationale n°1, suive cet exemple et décide de déposer les armes et de sortir.

Battu et blessé, un braqueur est abandonné sur la voie publique, à Pointe-Noire

Un jeune homme tabassé, saignant abondamment, était abandonné dans la rue, le 28 mai 2016, à Malala, un quartier de Pointe-Noire, situé non loin de l'aéroport international Antonio Agostino Néto. Il ferait partie d'un groupe de bandits armés de machettes, qui ont braqué un ressortissant malien, livreur de pain, à 5h du matin. Celui-ci ayant crié au secours, les jeunes du quartier ont donné la chasse aux assaillants. Les braqueurs ont pris la fuite, mais l'un d'entre eux a été rattrapé, battu et blessé. Jusqu'aux premières heures de la matinée, le malheureux était encore là, s'offrant inconsciemment en spectacle aux passants. Au courant de son sort, quelques jours après, ses amis auraient décidé de tenter une opération punitive contre les jeunes du quartier Malala.

Une pluie au début de la saison sèche dans la capitale, Brazzaville

Il a plu abondamment, pendant environ une heure, jeudi 2 juin 2016, à Brazzaville et ses environs, tôt le matin à partir de 5h. Pourtant, depuis le 15 mai, c'est la saison sèche dans la partie méridionale du pays. Certains n'ont pas manqué d'interpréter cette pluie surprise comme la conséquence du changement climatique. Surtout qu'elle a provoqué des inondations dans certains quartiers, comme à Mfilou où le ruisseau du même nom est sorti de son lit.

Au quartier Diata, des églises d'éveil troublent l'ordre public

Les églises d'éveil, dites assemblées chrétiennes, à Diata, un quartier du premier arrondissement Makélékélé, à Brazzaville écumant le domaine public, pour tenir leurs cultes du dimanche. C'est ce qu'on voit à la rue Dihessé, pas loin du complexe sportif Alphonse Massamba-Débat. Il s'agit d'une église qui, en plus de son espace propre, c'est-à-dire une salle de culte, occupe une grande partie de la rue s'étendant sur un rayon de près de 60 mètres, lors de son culte dominical qui dure environ 3 à 4h. Tous les dimanches, en effet, les adeptes de cette église dressent des chapiteaux dans la rue, empêchant ainsi leurs voisins d'aller et venir, et leur imposant un vacarme assourdissant. Dans le périmètre, habitent des autorités nationales. Cette église serait-elle détentrice d'une accréditation délivrée par les autorités compétentes, pour agir ainsi? Et même si tel est le cas, est-ce que cela suffirait-il pour priver le voisinage de la liberté fondamentale ou troubler l'ordre public?

De nouveau un audit pour remettre de l'ordre à la C.n.s.s!

La direction générale de la C.n.s.s (Caisse nationale de la sécurité sociale) entend avoir une bonne maîtrise des effectifs de ses pensionnés, rentiers et allocataires bénéficiaires de ses prestations, malgré de multiples opérations de contrôle en collaboration avec les associations des retraités les plus représentatifs. Trop d'usurpations d'identité et de fraudes massives persistent. Trop, c'est trop! Alors, la C.n.s.s a décidé d'un nouvel audit d'envergure, qui a commencé, depuis vendredi 27 mai 2016, et qui est réalisé par cabinet Ernest et Young, durant neuf mois. Elle aboutira, selon le directeur général, Evariste Ondongo, à l'élaboration d'un fichier biométrique des bénéficiaires des prestations de la C.n.s.s.

Vie politique nationale

Le Frocad appelle à un véritable dialogue inclusif

La conférence des présidents du Frocad (Front pour le respect de l'ordre constitutionnel et l'alternance démocratique) s'est successivement réunie à Brazzaville, le 10, le 23 et le 27 mai 2016, pour apprécier les conséquences politiques, sociales, économiques et diplomatiques de la situation, selon elle, «d'exception qui décrédibilise notre pays au plan international». A l'issue des trois jours de concertation, une déclaration a été rendue publique, mardi 31 mai 2016, au cours d'une conférence de presse organisée au siège de la C.a.d.d (Convention pour l'action, la démocratie et le développement) à Poto-Poto, dans le troisième arrondissement, par Clément Mierassa, entouré d'autres responsables des partis membres du Frocad.



Clément Mierassa.

Pour le Frocad, le vote des Congolais a été confisqué à l'issue de l'élection présidentielle anticipée du 20 mars 2016 dont ils ont contesté les résultats officiels qui, selon eux, «ne reflètent pas la vérité des urnes». «Ce holdup électoral a plongé le Congo dans une crise sans précédent de l'histoire de notre pays», précise la déclaration du Frocad qui se félicite, malgré tout, d'avoir pris part à ce scrutin, et les électeurs, pour leur mobilisation en faveur des candidats de l'opposition. Comme pour marquer leur attachement au respect de l'ordre constitutionnel et de l'alternance pacifique, la conférence des présidents du Frocad s'est inclinée devant la mémoire des victimes innocentes, d'une part, «des bombardements aveugles des populations du Pool par les hélicoptères, et d'autre part,

des rafles qui continuent à s'opérer dans les quartiers des grandes villes du pays». C'est pourquoi le Frocad est préoccupé par «la violation flagrante des libertés individuelles et collectives, les arrestations et les emprisonnements arbitraires des opposants, la censure et les écoutes téléphoniques, la suppression des libertés de cir-

culution et la confiscation des médias d'Etat». Il condamne «l'embastillement de fait, de certains candidats de l'opposition au sortir du scrutin présidentiel et demandent la levée immédiate des mesures d'assignation à résidence de Jean-Marie Michel Mokoko et André Okombi Salissa».

Pour le Frocad, le pouvoir actuel ne peut trouver de solution à la crise politique actuelle en dépit de la violence et de la répression qu'il utilise quotidiennement. «L'unique issue de sortie de crise est la tenue d'un dialogue inclusif sous l'égide de la communauté internationale», «pour trouver une issue pacifique à la crise politique actuelle». Le Frocad «demande à la communauté nationale et internationale d'appuyer ses efforts en vue d'apaiser le climat politique et social du Congo».

Cyr Armel YABBAT-NGO.

Cami (Centre d'application aux métiers de l'informatique)

62 jeunes formés dans les métiers informatiques ont reçu leurs attestations

Le Cami (Centre d'application aux métiers de l'informatique), de Baongo, le deuxième arrondissement de Brazzaville a félicité les 62 jeunes qui ont réussi au test sanctionnant leur formation, parmi les 205 jeunes inscrits. Ainsi, samedi 21 mai dernier, une cérémonie de remise des attestations de réussite a été organisée à Baongo, sous le patronage d'Arsène Vembé Moukouma, coordonnateur des centres Cami.



Remise de l'attestation et du présent à un apprenant.

Le Cami forme les jeunes dans les métiers de l'informatique. La formation commence toujours par les logiciels basiques: Word, Excel, Publisher, etc. Elle se poursuit par des métiers spécifiques: infographie, maintenance, programmation, réseaux, etc. Créé il y a près de 13 ans, le Cami dispose actuellement de trois centres de formation à Brazzaville: Baongo (enceinte imprimerie nationale); Makélékélé (vers Kisito); Mou-



Les apprenants s'apprêtant à recevoir leurs attestations.



Les encadrateurs et les apprenants posant pour la postérité.

kondo (vers le marché). Cette année, un total de 205 jeunes étaient inscrits dans les différents centres du Cami. Pour ce qui est des mainteneurs, les tout premiers formés par le Cami et dont la formation a duré quatre mois, le major de la promotion est Amour Ngouala sur 30 admis. Dans

le métier de bureautique, dont la formation a duré trois mois, le major de la promotion est Mavy Kimfoko-Ngouama sur 32 admis. Après avoir félicité les apprenants pour leur succès ainsi que les formateurs pour leur savoir-faire, Arsène Vembé Moukouma a rappelé la vocation du Cami. «Notre centre à une tradition d'exigence et d'excellence pour décerner les attestations aux apprenants qui ont passé avec brio le

test final. Beaucoup de vos camarades ont abandonné en chemin. Ce qui renforce votre mérite et démontre votre endurance et votre courage. Vous avez dû relever des défis importants au niveau intellectuel et nous sommes convaincus que vous avez tiré profit des moyens que nous avons mis à votre disposition, tout au long de votre future carrière professionnelle», a-t-il déclaré. Livrant ses impressions Mavy Kimfoko-Ngouama, major de la promotion en bureautique a confié que le monde actuel ne vit que grâce à l'outil informatique. «Si tu as reçu une bonne formation dans ce domaine, il est difficile de chômer. Très sincèrement, je remercie le Cami pour cette formation et les attestations reçues qui vont produire du bon fruit. Nous serons capables de défendre nos attestations obtenues après un test partout où nous serons appelés à exercer», a-t-il dit. Notons qu'une attestation de participation a été remise à

Raoul Dikamona, le plus âgé des apprenants pour son dévouement à apprendre l'outil informatique. Un exemple à suivre! Par ailleurs, le Cami entend organiser une grande cérémonie au mois de juin, destinée à ceux qui suivront la formation des métiers de l'infographie, de la maintenance et qui présenteront des projets. Un appel est donc lancé par le Cami à tous ceux qui sont intéressés par les métiers de l'informatique à moindre coût de les rejoindre à travers leurs différents centres.

Alain-Patrick MASSAMBA



Chevron Overseas (Congo) Limited
 Succursale
 Immeuble Chevron
 Avenue de Mangoungou
 B.P. 1295 - Pointe-Noire
 République du Congo
 RCCM no : CG/PNR/09 B 903
 Tél: 242 22 294 51 10 / 11
 Fax: 242 22 294 15 02

AVIS DE RECRUTEMENT

Poste: ANALYSTE FINANCIER - LIANZI (Pointe-Noire)

Responsabilités Principales:

- Préparer et soumettre les rapports du système d'exploitation (SIOP) et des autres services sur une base mensuelle, trimestrielle et annuelle.
- Faire le rapprochement entre les rapports du SIOP et les rapports financiers mensuels, trimestriels et annuels et en assurer une bonne harmonisation.
- Analyse des coûts d'exploitation et des allocations mensuels et explication des variances.
- Maintenance et mise à jour des immobilisations dans le système comptable.
- Assister les auditeurs lors de leur mission d'expertise.
- Planification, préparation et revue du reporting mensuel, trimestriel et annuel associé à la production et au rapprochement des systèmes comptables (JD Edwards & SAP)
- Exécute la clôture mensuelle des systèmes comptables et la transmission des livres comptables locaux (JD Edwards) aux systèmes de la maison mère (SAP).
- Assurer la conformité à tous les contrôles et politiques internes associés à ce poste, y compris les rapprochements mensuels et le teste des contrôles Sarbarnes Oxley (SOX).
- Capacité d'apprendre et d'utiliser efficacement les systèmes d'exploitation intégrés

(ERP)

Critères de Sélection:

- Excellente aptitude pour la communication et les relations interpersonnelles
- Etre ressortissant (e) congolais (e) de la République du Congo parlant couramment le français et l'anglais (oral et écrit).
- Avoir, au minimum un diplôme (BAC+3) en finances, comptabilité, économie, ou diplôme universitaire équivalent.
- Avoir de bonnes connaissances en informatique (MS-Office), spécifiquement Excel (niveau intermédiaire-avance), modélisation et system d'exploitation – ERP (e.g. JD Edwards)
- Justifier d'un minimum de 3-5 années d'expérience à un poste similaire.
- Être capable de travailler efficacement dans des circonstances de défi et accomplir plusieurs tâches dans des délais courts,
- Être capable d'exécuter des projets avec un minimum de supervision et des délais assignés.
- Une bonne connaissance de la comptabilité de l'amont pétrolier, et spécifiquement des contrats de partage de production.
- Être rigoureux et avoir le sens de l'organisation.

Chevron Overseas (Congo) Limited
Succursale

Immeuble Chevron
 Avenue de Mangoungou
 B.P. 1295 - Pointe-Noire
 République du Congo
 RCCM n°: CG/PNR/09 B 903
 Tél: 242 22 294 51 10 / 11
 Fax: 242 22 294 15 02

Composition du dossier de candidature

- Lettre de motivation, CV écrit (en Français/ Anglais) avec photo scannée
- Certificat de nationalité + copie du diplôme demandé
- L'original du diplôme sera exigé en cas de pré-sélection de votre candidature. Toute déclaration mensongère disqualifiera la candidature à ce poste et à toute autre offre d'emploi à Chevron Overseas Congo Limited.

Dossier de candidature à envoyer: Au plus tard le 14 juin 2016

- **Pointe-Noire:** Chevron Overseas Congo Limited - Immeuble Chevron Overseas Congo Limited, Avenue de Mangoungou (Centre-ville Secteur Boudha Bar) - BP 1295 Pointe-Noire (République du Congo) - Tel: (242) 06 663 63 00 – 06 667 97 97 - 06 667 98 98

- **Brazzaville:** Bureau de Liaison, Chevron Overseas Congo Limited - 24 Avenue Prosper Gandzion (Secteur Ex Méridien) - BP 14543 Brazzaville République du Congo - Tel: (242) 06 663 63 91/06 663 63 59

A l'Attention De: **Département des Ressources Humaines** ou par E-mail à l'adresse suivante : HRCGRR@chevron.com

Etude de Me Chimène Prisca Nina PONGUI
 Notaire

Sise à Brazzaville (République du Congo)
 Rez-de-chaussée Immeuble Patte d'Oie (SOPRIM)
 Case J-490/M (en face de l'E.N.A.M)
 B.P: 14745 - Tél: (242) 06 662 43 35/05 516 70 79
 E-mail: etudepongui@yahoo.com

AVIS DE CONSTITUTION

«DIASE»

Société Civile Immobilière
 Au capital de 25 000 000 de Francs CFA
 Brazzaville (République du Congo)
 181, rue Nkô, Plateau des 15 ans
 RCCM CG/BZV/16 D 292

Suivant acte authentique reçu le 19 février 2016 par Maître Chimène Prisca Nina PONGUI, Notaire à Brazzaville (Congo), sis rez-de-chaussée Immeuble Patte d'Oie (SOPRIM) Case J- 490/M (en face de l'E.N.A.M), dûment enregistré à Brazzaville à la recette des Impôts de Poto-Poto, le 26 février 2016, sous le Folio 37/22 n° 0521, il a été constitué une société ayant les caractéristiques suivantes:

Dénomination sociale: «DIASE»;
Forme juridique: Société Civile Immobilière;

Objet: la société a pour objet: L'acquisition par voie d'apport ou d'achat, la propriété, l'administration, la gestion et l'exploitation par bail, location des immeubles apportées à la société;

Siège social: à Brazzaville (République du Congo), 181, rue Nkô, quartier Plateau des 15 ans;

Durée: 99 années, à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier;

Capital: Le capital social est fixé à la somme de vingt-cinq millions (25 000 000)

de Francs CFA. Il est divisé en deux mille cinq cents (2500) parts sociales de dix mille (10 000) Francs CFA chacune, portant les numéros un (1) à mille (2500), régulièrement souscrites et libérées intégralement;
Apports en numéraire: Suivant acte authentique portant Déclaration Notariée de Souscription et de Versement reçu par Maître Chimène Prisca Nina PONGUI, Notaire, le 19 février 2016, enregistré à la recette des Impôts de Poto-Poto, le 26 février 2016, sous le Folio 37/23 n° 0522, les apports en numéraires de la somme de vingt-cinq millions (25 000 000) Francs CFA, représentant la totalité du capital social, ont été déposés à la banque Société Générale du Congo;

Dépôt légal a été effectué au greffe du Tribunal de Commerce de Brazzaville, le 20 mai 2016;

RCCM: la société est immatriculée au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier de Brazzaville, sous le numéro RCCM: CG/BZV/16 D 292 du 20 mai 2016.

Pour avis,
Maître Chimène Prisca Nina PONGUI, Notaire

Etude de Me Chimène Prisca Nina PONGUI
 Notaire

Sise à Brazzaville (République du Congo)
 Rez-de-chaussée Immeuble Patte d'Oie (SOPRIM)
 Case J-490/M (en face de l'E.N.A.M)
 B.P: 14745 - Tél: (242) 06 662 43 35/05 516 70 79
 E-mail: etudepongui@yahoo.com

«SERVAIR CONGO»

Société Anonyme avec Conseil d'Administration
 Au capital de 2 220 000 000 de Francs CFA
 Brazzaville (République du Congo)
 Avenue Charles De Gaulle,
 1er étage Immeuble ex-Papyrus, Plateau-ville
 RCCM: CG/BZV/10 B 2367

LIBERATION DU SOLDE DE L'AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

I - Suivant Procès-verbal de l'Assemblée Générale Mixte de la société «SERVAIR CONGO», Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de 2 220 000 000 de Francs CFA, dont le siège social est à Brazzaville (Congo), Avenue Charles De Gaulle, 1er étage Immeuble ex-Papyrus, Plateau-ville, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de Brazzaville, sous le numéro CG/BZV/10 B 2367, tenue en date à Paris (France), 10-14, rue de Rome, 95726 Roissy Charles De Gaulle Cedex du 18 avril 2016 déposé au rang des minutes de Maître Chimène Prisca Nina PONGUI, Notaire de résidence à Brazzaville (Congo), le 11 mai 2016, enregistré, le 12 mai de la même année, à la recette des Impôts de Bacongo, sous le Folio 076/5 numéro 800, entre autres résolutions prises:
 - la constatation de la libération du solde de l'augmentation de capital.

II - Aux termes de la Déclaration Notariée constatant la libération de la somme de huit cent soixante millions (860 000 000) de Francs CFA, représentant le solde du montant de l'augmentation du capital social de la société «SERVAIR CONGO» SA dressé le 12 mai 2016 par Maître Chimène Prisca Nina PONGUI, Notaire de résidence à Brazzaville (Congo), enregistré le 12 mai de la même année, à Brazzaville, à la

recette des impôts de Poto-Poto, sous le Folio 897/11 n°0972, les actionnaires ont procédé au versement de ladite somme comme suit:
 - quatre cent cinquante-quatre millions sept cent vingt-deux mille neuf cent cinquante-trois (454 722 953) Francs CFA, en espèces, sur le compte bancaire de la société à la banque «BGFIBANK CONGO SA»;
 - quatre cent cinq millions deux cent soixante-dix-sept mille quarante-sept (405 277 047) Francs CFA, par compensation avec les créances existantes, liquides et exigibles.

En conséquence, conformément aux dispositions de l'article 571 de l'Acte Uniforme révisé sur les sociétés commerciales et le Groupement d'Intérêts Economiques, l'augmentation du capital est réputée réalisée à compter du jour de l'établissement de la déclaration notariée de souscription et de versement.

Dépôt légal des actes a été effectué au greffe du tribunal de commerce de Brazzaville, le 20 mai 2016, enregistré sous le numéro 16 DA 379.

Pour avis et mention,

Maître Chimène Prisca Nina PONGUI, Notaire

P.a.p.n (Port autonome de Pointe-Noire)

Antoinette Sassou-Nguesso a assisté au baptême du remorqueur «Le Lékéti»

En sa qualité de marraine des navires, l'épouse du chef de l'Etat, Mme Antoinette Sassou-Nguesso, a réhaussé de sa présence, le baptême du remorqueur «Le Lékéti», et de deux vedettes dénommées Tsiémé et Léfini, par le ministre des transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, Gilbert Mokoki, le vendredi 27 mai 2016, au P.a.p.n (Port autonome de Pointe-Noire). Séraphin Ballhat, directeur général du P.a.p.n et les responsables du port y étaient également présents.

Dans son élan de moderniser ses infrastructures et équipements, tel que défini par son Programme d'investissements prioritaires, le P.a.p.n (Port autonome de Pointe-Noire) a acquis, récemment, trois navires dont le remorqueur «Le Lékéti» et deux vedettes, «Tsiémé» et «Léfini». Ils constituent des outils stratégiques pour augmenter les capacités opérationnelles du port et faire face au développement de son trafic. En effet, l'usage des navires porte-conteneurs de plus en plus gigantesques par les armateurs a amené le P.a.p.n à s'équiper en conséquence, afin d'assurer en toute sécurité, un service de qualité aux navires qui y accostent. D'où l'acquisition de ces trois navires, notamment le Lékéti, un remorqueur de grande puissance, capable de tracter les plus grands porte-conteneurs actuellement en service à travers les Océans. Par ailleurs, «le port doit consolider son positionnement en tant qu'interface maritime majeur en Afrique centrale, notamment en répondant d'ores et déjà aux enjeux du décongestionnement, le confortement de son rôle principal comme port de transbordement et

de reconquête de son rôle de port de transit», a dit le ministre Gilbert Mokoki. De même, le P.a.p.n doit pouvoir répondre aux enjeux de l'élargissement de son hinterland, dans la perspective de répondre à la demande croissante des pays de la sous-région, dont l'accès à la façade maritime sera facilité par des corridors multimodaux performants. Mais pour répondre à ces objectifs, le P.a.p.n doit être compétitif, en apportant des solutions à la lancinante question de la réduction des coûts et délais du passage portuaire. «Je suivrai de très près et apporterai mon appui à la mise en œuvre du plan d'action de simplification et de facilitation des procédures de passage portuaire qui ne saurait se faire sans l'implication de toutes les administrations concernées», a souligné Gilbert Mokoki. Pour sa part, le directeur général du P.a.p.n, Séraphin Ballhat, a confirmé l'ambition d'améliorer les conditions d'accueil du port, pour recevoir des navires de grande capacité, dans des conditions de sécurité et d'exploitation modernes suffisantes et satisfaisantes. «Ainsi, grâce à ces remorqueurs A.s.d de dernière génération, le P.a.p.n, qui naguère ne pouvait recevoir que



Les officiels le ministre Coussoud-Mavoungou, le Ministre Mokoki, Mme Sassou-Nguesso et le Préfet de Pointe-Noire, Honoré Paka.



Le Lékéti.

des navires porte-conteneurs de 195 mètres maximum, avec une capacité de 2500 E.v.p, reçoit dorénavant, et de façon hebdomadaire, des navires de type Aframax, long de 300 mètres et plus», a indiqué Séraphin Ballhat. Ces trois nouveaux navires représentent le principal outil de travail d'un personnel dont le destin est intimement lié à la mer, à son

immensité et ses caprices, a dit le directeur général du P.a.p.n. Leurs activités représentent près de la moitié du chiffre d'affaires du Port autonome de Pointe-Noire. On retiendra, pour mémoire, que Mme Antoinette Sassou-Nguesso est la marraine du remorqueur «Le Lékéti».

Jean BANZOUZI MALONGA

A.r.p.c.e

Promouvoir et professionnaliser le journalisme numérique

Dans le cadre de la journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information, l'A.r.p.c.e (Agence de régulation des postes et des communications électroniques) a organisé, du 24 au 25 mai 2016, à l'endroit d'une trentaine de journalistes des médias publics et privés, une session de formation sur le thème: «Un journalisme 2.0 responsable, prometteur de l'économie numérique». Il s'agit pour l'A.r.p.c.e, d'emmener les professionnels des médias à être au fait des mutations et des innovations du secteur numérique.



Yves Castanou posant avec les journalistes en formation.

Ouverte par Victor Mabilia, directeur administratif, financier et comptable, en présence d'Antoine Ndekololo, directeur de l'économie et des marchés et de Célestin Endoké, directeur des affaires juridiques et internationales de l'A.r.p.c.e, la session de formation des journalistes sur le journalisme numérique a été clôturée par Yves Castanou, directeur général de l'A.r.p.c.e qui a remercié les professionnels des médias pour leur disponibilité.

Dans son mot d'ouverture, Victor Mabilia a rappelé que pendant longtemps, les médias classiques étaient seuls détenteurs du pouvoir d'informer. De nos jours, avec l'avènement de l'Internet, l'expansion des réseaux sociaux, toute personne a désormais la possibilité de s'exprimer publiquement et librement sur n'importe quel sujet, avec la certitude d'être suivi par un public très large. «Du point de vue de la liberté d'expression, cela peut être considéré comme une avancée. Cependant, le journalisme 2.0, qui est un journalisme participatif et très interactif, quand il n'est pas exercé par des professionnels respectant l'éthique et la déontologie du métier, peut être très nuisible», a affirmé le directeur administratif. Car, la société confère au métier de journalisme les rôles d'éducateur, de leader d'opinion, de coureur de transmission des valeurs et d'information.

Pendant les travaux, Célestin Endoké et Antoine Ndekololo ont fait une présentation sur «le rôle, les missions et le pouvoir de l'A.r.p.c.e», et sur son «apport dans le processus de diversification de l'économie nationale». Les participants ont, ensuite, suivi quatre communications axées sur le thème général. Il y a eu des échanges interactifs et constructifs après chaque communication. Ces débats ont permis aux professionnels de l'information de renforcer leurs capacités en s'appropriant les nouveaux moyens de diffusion, de l'information en ligne notamment le journalisme 2.0.

Pour Idris Bossoto, enseignant à l'Université Marien Nguabi, l'évolution de l'Internet vers le Web 2.0 permet aux utilisateurs de créer et partager des contenus à partir de n'importe quel terminal connecté. «Le Web 2.0 est un ensemble de pratiques journalistiques qui se fait par l'intermédiaire d'une plateforme sur les réseaux sociaux, à partir d'un terminal connecté», a-t-il dit, en concluant que le journalisme 2.0 est une forme de journalisme dans lequel les professionnels utilisent les réseaux sociaux.

Dans la série de recommandations formulées à l'issue de la formation, on peut relever, entre autres: intéresser aux travers des sessions de sensibilisation et d'information, les responsables des médias à intégrer la dynamique du journalisme 2.0; recenser et régulariser les sites d'informations, blogs et autres médias en ligne pour la création d'un répertoire officiel; créer un réseau national des journalistes 2.0; faire évoluer les lois, textes et statuts en les adaptant au journalisme 2.0; renouveler ce genre d'initiative selon une périodicité de deux fois par an, pour consolider les connaissances acquises en matière de journalisme 2.0.

Aybienevie N'KOUKA-KOUDISSA

Mvoumvou, deuxième arrondissement de Pointe-Noire

Le Centre d'accueil des mineurs a organisé une journée portes-ouvertes

Le Cam (Centre d'accueil des mineurs) de Mvoumvou, le deuxième arrondissement de Pointe-Noire a organisé, samedi 28 mai 2016, une journée portes-ouvertes, pour faire connaître ses activités au grand public. C'était en présence de Mgr Angel Miguel Olaveri, évêque du diocèse de Pointe-Noire, de Marcel Poaty, conseiller socioculturel du député-maire de la ville, l'abbé Luc Poaty, directeur de Caritas Pointe-Noire, Joseph Mietoumona, chef du Cam, des encadreurs et les enfants fêtards.

Dans son allocution, Joseph Mietoumona a expliqué que «le centre d'accueil des mineurs de Mvoumvou est une structure de l'Eglise catholique, placée sous l'autorité de la Caritas du diocèse de Pointe-Noire. Il est spécialisé dans l'hébergement, la rééducation et la réinsertion socioprofessionnelle des enfants en rupture familiale. La mission principale du Cam est de protéger l'enfant en situation de rue, afin de le soustraire des dangers de la rue, le mettre dans un lieu sécurisant et attentif, la prise en charge est totale». Mais, la vocation du centre, c'est surtout de favoriser la réinsertion des enfants recueillis, dans leur milieu d'origine, la famille. «L'enfant accueilli au Cam n'a pas la volonté d'y rester longtemps. Il s'agit, pour l'éducateur, de favoriser son retour en famille, milieu d'origine, chaque fois que cela est possible. L'enfant a le droit de vivre avec sa famille. Dès l'arrivée de l'enfant au Cam selon son âge et sa volonté, les plus petits sont inscrits à l'école pour la remise à niveau, les plus grands sont orientés vers la formation professionnelle. Le Cam propose aux enfants, en complément des activités pédagogiques d'autres, activités d'éducation et de détente», a-t-il souligné.

Pour sa part, l'abbé Luc Poaty a fait le bilan du Cam depuis sa création. «Depuis 2010, le Cam a repris le bâton du progrès, grâce à l'appui des partenaires. Le nombre d'enfants est passé de sept à trente cinq aujourd'hui. Le soutien obtenu de la société Total E&P a permis notamment de réhabiliter le centre, en créant des nouvelles salles, dortoirs et toilettes, afin de pouvoir accueillir les filles; de fonctionner assez correctement, en assurant une éducation et un meilleur hébergement aux enfants. L'église elle-même promotrice de l'œuvre assure un appui financier et un encadrement adéquat du personnel». Après remercié les partenaires qui soutiennent l'Eglise dans cette mission sociale, Mgr Miguel a rappelé la vocation du Cam. «Il est important de fixer les objectifs pour accompagner ces enfants et d'autres qui pourront être accueillis, pendant ces trois années. Le programme a vocation d'accueillir une soixantaine, comme capacité maximale. Un enfant qui n'est pas réinséré dans les deux à trois premières années, quand il est accueilli, ne le sera pas jusqu'à la majorité. L'engagement, c'est d'accompagner ces enfants jusqu'à l'âge de la majorité, jusqu'à ce qu'ils arrivent à avoir le baccalauréat ou un statut de



Mgr Miguel Olaveri (à g.), pendant la cérémonie.



Photo de famille avec les encadreurs et enfants fêtards.

formation. Notre rêve est de donner la possibilité aux enfants reçus de voler de leurs propres ailes, afin d'être indépendant toute la vie», a-t-il dit. Les larmes aux yeux, l'élève Emmanuel Louvouezo (7 ans), a tenu l'assistance en émoi par son témoignage pathétique qui a fait de lui un enfant de la rue. La cérémonie était agrémentée

par les chants et sketches des enfants du Cam. Après la visite guidée, il y a eu une exposition vente des objets fabriqués par les enfants lors de la deuxième édition de la colonie de vacances dernier.

Equateur Denis NGUIMBI

65^e anniversaire de la paroisse Saint Esprit de Mougali (Archidiocèse de Brazzaville)

Mgr Anatole Milandou invite les chrétiens à devenir des témoins de la miséricorde du Père

1951-2016, il y a 65 ans fut fondée la paroisse Saint Esprit de Mougali, par le révérend père Auguste Durand, missionnaire spiritain. Pour commémorer l'heureux événement, des festivités ont été organisées pendant trois jours et ont atteint l'apogée avec la messe célébrée par Mgr Anatole Milandou, archevêque de Brazzaville, dimanche 15 mai 2016, en la fête de Pentecôte. 79 catéchumènes ont reçu le sacrement de confirmation pendant cette messe concélébrée par une quinzaine de prêtres, parmi lesquels, les abbés Rhod Sakani Yiseno, secrétaire-chancelier de l'archevêché, Mesmin-Prosper Massengo, vicaire judiciaire de Brazzaville et secrétaire général de l'Acerac (Association des conférences épiscopales de la région de l'Afrique centrale), les prêtres exerçant à la paroisse jubilaire et ceux venus de la R.D.C (République Démocratique du Congo), etc. Le tout sous l'animation liturgique de la Schola populaire paroissiale et des deux chorales paroissiales fusionnées (Langues de feu et La Colombe).



Mgr Anatole Milandou conférant le sacrement de confirmation à une catéchumène.

anniversaire, vient se greffer celle du sacrement de confirmation. En effet, soixante-dix-neuf catéchumènes vont recevoir de mes mains le sacrement de l'initiation chrétienne, le sacrement de la maturité chrétienne». Ayant souligné que la Pentecôte est la célébration de l'unité perdue à la Tour de Babel, où les gens ne se comprenaient plus, et que la Pentecôte sonne l'heure d'un rassemblement sans frontières, l'archevêque de Brazzaville a fait savoir: «Et c'est l'occasion pour chacun de vous de découvrir que les années qui passent doivent vous enraceriner davantage dans le témoignage de votre foi au Père miséricordieux. (...) Ayez à cœur de toujours briller dans votre paroisse et dans notre diocèse! Soyez des grands témoins de la miséricorde. Tout en étant une paroisse de référence, missionnaire, aujourd'hui, je vous invite à devenir une paroisse

de témoignage. Oui, devenez des témoins de la miséricorde du Père! Je vous invite à accomplir des œuvres concrètes de miséricorde qui feront de vous, des témoins véritables de la miséricorde». Mgr Anatole Milandou a ensuite conféré le sacrement de confirmation à 79 catéchumènes, aussi bien de la paroisse que ceux venus de l'E.M.p.g.l (Ecole militaire préparatoire général Leclerc). Les radeaux sur le 65^e anniversaire de la paroisse Saint Esprit de Mougali sont tombés. A présent, les regards sont tournés vers le 70^e anniversaire qui aura lieu, à la Pentecôte 2021. Que le Seigneur continue de répandre Sa Grâce sur chacun de Ses enfants, afin que ceux qui vivront, voient et rendent témoignage de cet événement.

Gislain Wilfrid BOUMBA

La célébration du 65^{ème} anniversaire de la paroisse Saint Esprit de Mougali a débuté le vendredi 13 mai 2016 par des manifestations socio-culturelles (théâtre, nzango) et s'est poursuivie le samedi 14 mai par un concert de chants religieux animé par les chorales paroissiales et celles venues d'ailleurs, pour culminer le jour de Pentecôte, par la messe dominicale commémorative de la fête patronale, qui a connu la présence de quelques personnalités, comme Euloge Landry Kolélas, ministre du commerce extérieur et de la consommation, Alphonse Benjamin Loukakou, administrateur-maire de Mougali, et des délégations venues de Kinshasa, en R.D.C, des religieux et religieuses de diverses congrégations. Pendant cette messe célébrée par

l'archevêque, Mme Georgette Kouatila a lu l'historique de la paroisse en insistant sur les grands moments, après que l'abbé Brel Loubayi, administrateur paroissial, ait prononcé le mot de bienvenue. Dans son homélie, après avoir rappelé qu'il y a cinq ans, il se trouvait dans cette église pour célébrer le 60^e anniversaire de cette paroisse, Mgr Anatole Milandou a fait remarquer: «C'est aussi l'occasion pour moi de vous féliciter, de vous exprimer mes remerciements, pour l'accueil et la générosité que votre paroisse a réservés aux déplacés des quartiers sud qui ont trouvé refuge ici, au début du mois d'avril. Le jubilé de la fondation d'une paroisse a toujours été un motif de joie légitime pour les chrétiens qui veulent rendre grâce à Dieu, pour la foi et le travail de leurs aînés. A la joie de cet

XX^{ème} dimanche du temps ordinaire-C-

Dieu intervient à temps et à contre-temps

Textes: 1 Rs 17. 17-24; Ps (29) 30. 2-10; Gal 1.11-19; Lc 7.11-17

Jésus fait route vers Naïn, une petite cité, située à 10 Km de sa ville de Nazareth. Il est escorté par un groupe joyeux, animé des disciples et des amis. Et ironie du sort, au moment d'entrer dans cette bourgade, ce n'est pas la joie, Jésus et ses amis, croisent un cortège très douloureux – Une veuve enterre son fils unique, elle n'est pas seule, la voilà accompagnée par beaucoup de gens. Cette scène nous présente le visage habituel de nos villes et de nos campagnes «ici, on chante! On est dans la joie! Là on pleure! On est dans la tristesse, dans le désarroi!»

L'Ecclésiaste l'épèle: «Il y a un temps pour pleurer, il y a un temps pour rire.» (Qohéleth 3. 4). Mais Dieu n'est pas spectateur. Il est un Dieu plein de tendresse et de pitié, lent à la colère et plein d'amour. Et comme l'annonce, le Pape François, dans la Bulle d'indiction du jubilé extraordinaire de la Miséricorde (Vultus Misericordiae): «dès le départ, le Christ-Jésus est le visage de la Miséricorde. Et c'est ce Jésus-là, venu nous manifester la miséricorde, la pitié de Dieu, qui est atteint à Naïn par la détresse de cette femme, «il a pitié», la console; puis il fait «stopper» le cortège. Il ordonne au jeune homme de se lever et le rend à sa mère. Cet événement, nous ne pouvons nous en douter, suscite crainte, glorification de Dieu. Tout le monde en parle. Retenons, frères et sœurs dans le Christ, en écoutant ce récit que c'est Jésus qui prend l'initiative. La femme ne l'a pas supplié. Jésus a eu pitié, il a consolé la mère, puis il a ressuscité son fils. Relevons également qu'il ne demande rien en échange. Ayons tous en mémoire cette recommandation: «Vous avez reçu gratuitement, donnez gratuitement!» C'est bien de résurrection qu'il s'agit.

Aussi dans la première lecture de ce dimanche, l'autre résurrection est opérée par le prophète Elie – Souvenons-nous-en. Cette pauvre femme de Sarepta avait accueilli auparavant Elie, l'homme de Dieu. Cette femme perd son fils après une maladie terrible. Qu'est-ce qu'elle est folle de douleur – Elle l'exprime au prophète. Après la prière, Elie ramène le garçon à la vie et le rend à sa mère. Le prophète non plus ne demande rien en échange – Service gratuit, fait-il le rappeler. Deux événements qui nous transmettent que Dieu intervient Lui-même sans avoir été sollicité. Aussi, pour nous dire que: «Le Seigneur intervient Lui-même pour nous sauver, sans que nous ayons à en prendre l'initiative, parce que nous en sommes incapables; ensuite, qu'est-ce que Dieu veut réaliser, ce n'est pas notre réanimation indéfinie dans le prolongement de cette vie terrestre, mais bien une autre dont celle-ci est la préparation». Ne le dit-il pas: «Je suis venu pour que vous ayez la vie, la vie en plénitude.» (Jn 10. 10). Dieu intervient à temps et à contre-temps. N'est-ce pas le message de Paul dans la deuxième lecture en (Galates 1.11-19)? Paul insiste vigoureusement sur l'intervention du Seigneur. L'évangile que reçoit l'homme n'est communiqué que par le Christ lui-même. La propre conversion de Paul, son évolution, tout ceci est l'œuvre du Seigneur. Paul n'avait rien demandé, c'est le Seigneur qui est intervenu, l'a transformé. Il l'a ressuscité, il l'a ensuite solidifié dans l'évangile. Il le confessa, ce n'est plus Paul qui «vit» C'est le Christ qui vit «en lui». Le Parole de Dieu de ce Jour du Seigneur nous parle des interventions du «Roi des rois». Nous-mêmes, dans notre vie, c'est

le Seigneur qui est intervenu d'une façon tout aussi importante, tout aussi spectaculaire – Tout baptisé n'est-il pas un homme ressuscité par le Christ à une vie nouvelle? Ainsi, frères et sœurs dans le Christ, comme le fils de la veuve de Sarepta ressuscité par Elie, celui de la veuve de Naïn par Jésus, tout comme Paul illuminé par le Seigneur, nous sommes tous l'objet des interventions de Dieu. Et ces interventions peuvent être diverses: interventions capitales et déterminantes, interventions modestes. Il y en a d'évidentes, de plus mystérieuses et parfois de plus difficiles à déceler. Reconnaissons-le et avouons-le: tous, nous sommes favorisés de l'intervention personnelle du Seigneur. Nous voici, tous invités à y croire à nouveau. Le baptême pour

chacun de nous est la première et la plus importante. Ma sœur, mon frère, sais-tu rendre grâce à Dieu pour cette élection de Dieu? Qui es-tu pour avoir eu cette grâce? Demandons à Dieu de lui être reconnaissant au cours de l'Eucharistie où nous le rencontrons. Ne soyons pas habités par le découragement, le désespoir. Le Seigneur te dit: «Ne pleure pas!» - «Oui, Seigneur viens supprimer toutes les larmes.» (Apo 21. 4 . . .), car tu es le Dieu des vivants et non des morts. «Seigneur, viens visiter ton peuple!» Que Marie, la Mère consolatrice vienne consoler le peuple . . . !

Abbé Antoine MADINGOU
Archiviste – C.e.c/I.c.o

CAPPED
LA FINANCE SOLIDAIRE

PROMO FONGOLA COMPTE EPARGNE
12.500 F CFA

La CAPPED vous accompagne dans toutes vos activités économiques

Ouvrez votre Compte Epargne à la CAPPED et bénéficier d'un Crédit

Pour Créer votre Activité Economique
Pour Développer votre Activité Economique

Offre valable jusqu'au 30 juin 2016

Pour plus d'informations, Rapprochez-vous de nos agences

Matélékélé, Baccongo, Mougali, Ouézzé, Mikalou, Mfou, Tlé-Tlé, Grand Marché, Most Kambo, Dolisie, Ouesso, Gambaoué

CAPPED, LA FINANCE SOLIDAIRE !

Tel: 04 493 33 60 / 06 621 88 42 / 04 444 07 91

Cette semaine au Vatican

«On n'élimine pas la souffrance, en éliminant ceux qui souffrent»

Les diacres permanents sont venus en nombre au Vatican la semaine dernière pour célébrer leur jubilé. Ils ont assisté dimanche à la messe célébrée par le Pape François sur la Place Saint-Pierre. Pèlerinage, prière et partage rythment, ont ponctué trois journées; l'occasion aussi d'échanger sur ce ministère au service de la liturgie et de la charité, un ministère rétabli il y a 50 ans par le Concile Vatican II, mais qui reste peu connu de par le monde.



Le Pape François, brandissant l'ostensoir, le jour de la Fête-Dieu.

Il faut diffuser «un concept de sciences qui se fait 'service' et non 'sélection'». Le Pape l'a affirmé mercredi dernier dans un message aux participants d'une conférence intitulée «Protéger la vie: l'hospice périnatal, une réponse scientifique, éthique et humaine au diagnostic prénatal», organisée à l'occasion du Jubilé de la Miséricorde par un des plus importants hôpitaux de Rome, la Polyclinique Agostino Gemelli à laquelle est liée l'Université catholique du Sacré-Cœur qui dispose notamment de facultés de Médecine et de Chirurgie.

Le Saint-Père a dit espérer que «de nouveaux objectifs seront fixés», en faveur du service à la personne et du progrès de la science médicale, «en se référant constamment, écrit-il, aux valeurs pérennes humaines et chrétiennes, en cherchant de répondre au mieux à la pauvreté qu'est la situation de l'enfant vivant une pathologie grave, avec le maximum d'amour, en diffusant un concept de sciences qui se fait 'service' et non 'sélection'». Le Pape invite «à un effort quotidien pour mettre en œuvre le projet de Dieu pour la vie, en la protégeant avec courage et amour, avec un style de proximité, en prenant de la distance vis-à-vis de la culture du rejet qui ne propose, dit-il, que des itinéraires de mort, pensant éliminer la souffrance en éliminant ceux qui souffrent».

A l'occasion de la solennité du Corps et du Sang du Christ, célébrée jeudi à Rome, le Pape François a poursuivi la tradition de célébrer la messe en la basilique Saint-Jean-de-Latran, cathédrale de Rome, puis de conduire la procession le long de la longue avenue Merulana jusqu'à la basilique Sainte-Marie-Majeure où il a donné sa bénédiction eucharistique. La procession de la Fête-Dieu est une institution à Rome, depuis que Jean-Paul II l'a relancée en 1979. Très populaire, elle attire chaque année des foules impressionnantes de fidèles, de touristes et de curieux.

Le Pape François a exprimé ses condoléances dans un télégramme, après le décès du cardinal Loris Francesco Capovilla, secrétaire particulier du Pape Jean XXIII, jeudi 26 mai 2016. «Je pense avec affection à ce cher frère qui, au cours de sa longue et généreuse existence, a témoigné avec joie de l'évangile et a servi humblement l'Eglise» s'est rappelé le Saint-Père. «Pendant son ministère épiscopal, spécialement à Chieti-Vasto et à Lorette, il était toujours un pasteur entièrement dédié au bien des prêtres et de tous ses fidèles» a ajouté le Pape François, rendant hommage à celui qui fut l'évêque de Chieti-Vasto, avant d'être nommé par Paul VI en 1971, prélat de Lorette, à l'est de l'Italie. Et ce, «dans un signe de fidélité à la boussole du Concile Vatican II», a précisé le Pape, Concile œcuménique dont le cardinal Loris Francesco Capovilla a été témoin en 1959, lorsqu'il était auprès du Pape Jean XXIII. Une période pendant laquelle il fut «un interprète exact et un gardien zélé», a souligné le Pape. A la semaine prochaine!

Albert S. MIANZOUKOUTA
(Correspondant au Vatican)

Communiqué du Secrétariat général de la Conférence épiscopale du Congo

L'abbé Brice Armand Ibombo, secrétaire général de la C.e.c (Conférence épiscopale du Congo) rappelle aux curés des paroisses que le 1^{er} dimanche du mois de juin de chaque année pastorale, est déclaré dans l'Eglise locale. Journée nationale du Laïcat (congolais). A cet effet, la quête de ce dimanche 5 juin 2016 est une quête impéree, destinée au soutien du C.n.a.l.c (Conseil national de l'apostolat des laïcs du Congo).

Qu'il plaise à chaque diocèse et paroisse de faciliter l'acheminement de ladite quête au siège du C.n.a.l.c. En guise de rappel, cette Journée a pour objectifs de: - Prier pour le laïcat congolais, - Edifier et valoriser la place et les missions des laïcs dans l'Eglise et la société, - Susciter l'engagement missionnaire des laïcs, - Soutenir l'action du laïcat par les apports multiformes (matériels, financier. . .). Le secrétaire général de la C.e.c exprime à tous et à chacun, sa plus profonde considération.



COMMUNIQUE

Le Ministère de l'Enseignement Technique, Professionnel, de la Formation Qualifiante et de l'Emploi, à travers le projet de développement des Compétences pour l'Employabilité (PDCE), informe les candidats retenus pour les formations, suite à la collecte des candidatures organisée en avril dernier, que les listes sont disponibles et affichées au siège du projet, au 177, rue Soweto, quartier ex-Télévision Bacongo (vers la boulangerie Louzala)

N.B: Tous ceux qui n'auront pas vu leurs noms sur les listes, ont la possibilité de se représenter lors de la prochaine collecte des candidatures dont la date vous sera communiquée ultérieurement.

Pour des informations complémentaires, appelez-nous aux: 06 612 15 17 / 05 556 46 97

Merci de consulter notre page: www.facebook.com/pdce.congobrazza

CARRELAGE

Nom	Prénom	Adresse	contacte téléphonique du tuteur
MAKABI	BRINSOICK GARCIA	45 RUE MAFOUTA, BACONGO	66237330
MASSAMBA NZOMABOU	FABIEN	32 RUE YENGO FELIX-MADZIBOU MAKELEKELE	68361530
SAMBA	KING	55 RUE MATOUMBOU, LA BASE	69588218
NGAMA	ELPODRIN	47 RUE MAFOUTA, BACONGO	57944841
DIOULOU MAKANDA	PRINCE LIONEL	22 BIS RUE SAMBA FELIX	69588206
TSITA NGAMPI	ARMEL	28 RUE PHILIPPE (SADEMI-MFILOU)	66000880
NDZILA MOULOYE	BENVENISTE GLOIRE	38 RUE NGAPIEMA MFILOU LA BASE	68243883
MPASSI	GLOIRE	39 RUE MUSANA, MOUKONDO	66168903
TSANGO	SEBREANY AVERELL	79 RUE JOLLY- BACONGO	68993288
TOLO DIANDAKA	GRACE	MPISSA, BACONGO	69062933
GANONO	NICKOLAS DONNICK	42 RUE SANGHA TALANGAI	68195190
MALOUSA ZOLA	HABIB	32 RUE FELIX YENGO-MADIBOU	64451502

COIFFURE

Nom	Prénom	Adresse	contacte téléphonique du tuteur
MALEDZOKI ALONDA	NAOMI	62 bis, rue Abolo Talangai Brazzaville	11061420
DZO VERITE	DELGIE PAULINA	112 rue Mbé petit chose Talangai	66865117
DIANSOMPA MAKAYA	GURDELIA ROSELE	44, rue Tsaba Talangai	68531308

COUTURE

Nom	Prénom	Adresse	contacte téléphonique du tuteur
OKANA ADZOU	DULFA RODOL	69 RUE BORDEAU, OUENZE	40169921
OYIKA	RICHE	202 BIS RUE LAGUE MAMPASSI, OUENZE	64420842
BITSANGOU HOKABAKILA	DENISIA ORNELA	69, rue benin mikalou	66779473
DIAKIESSE	CHANELIE	N°4 RUE MANIONZI, SADEMI	68005616
MALONGA MBINDI	Dieuveille merveilla exaucée		44025645

MAÇONNERIE

Nom	Prénom	Adresse	contacte téléphonique du tuteur
MBERI NGONO	RISNA		
MOUBARI BANZAMIO	EUGENELVY P	BARATIER	55095833
NKOUA	PARFAIT MEVY VIAFAID	44 RUE MPAKA MATADI BLAIDE MFILOU	69770900
NDOMBI SITA	CASIMIR	KOMBE	64437969
NSILOULOU	BERDUC DIEU LE VEUT		65516688
MPOMPA	MARLAND ROLDBLOD	96 RUE ENERGIE METEO (MAKELEKELE)	66285403
BITTONDA	FRESNEL JUDREL FEROL	62 RUE NGAMABA MAKELEKELE	64454797
MALONGA KOSSA	VERNAS ARCHANGE	1 RUE JEAN JACQUES NZELA MFILOU	65142648
BATSIMBA MOUNTSABOTE	A	MADZIA	69516688
BADILA	GUENOLET BORIS	07 RUE BADILA DAVID	68439045

MECANIQUE

Nom	Prénom	Adresse	contacte téléphonique du tuteur
NSIMOU	GEDEON GLOIRE	32 RUE MBEMBA HYPOLLITE	65150542
MFOULA KAMA	MERVEIL ARCANG	10 RUE MOULOKI, MFILOU	56705510
WAYI	RACHELLE	02 BIS RUE OWANDO, OUENZE	55590977

PLOMBERIE

Nom	Prénom	Adresse	contacte téléphonique du tuteur
NZAOU MASSOUAKOU	Djenyfer	67 rue Kimboto, Ouénzé	68515592
ETSALA-KOUROU	Florenca Raphie Sandra	115 rue Makoko, Poto-Poto	69005857
NZABA	Marcel	17 bis rue kombo pierre, Mfilou	64617364
AWE	Armel Sorel	66 rue Etayé, Ngamakosso	68581809
NIANGA OBAMBI	Galejade Merveille	120 rue Ombélé, Talangai	66670540
NGONBOU	Clovisia	90 rue Boya, Mikalou	68864008
BOKASSA	Ausney Beverly Francleche	42 rue Nzoko, Makélékélé	66392074

SOUDURE

Nom	Prénom	Adresse	contacte téléphonique du tuteur
MALANDA	Aldany Brojawell	27 rue jean pierre Moussounda, Mayanga	55259570
OKOMBI NGOUABI	Rosland	35 rue Bouanga, Talangai	68093197
OKOUANGUI MOLELI	Beni Merveil	32 rue Emile, Mikalou	68663334
MOSSOKANGO	Jorgès Valentin	48 rue Mvouti, Ouénzé	65223897
GANGA	Gad Gloire Emane	KOMBE	66179655
MBOUNGOU KASSA	Sylvanie Chaldine	30 rue Moundzombo, Mougali	66258096
BOUKAKA MILALNDOU	Prince Dieurcy	23 rue Baleola, Makélékélé	68222287
Sarah	Jacques	99, rue Anantole Milandou (Mfilou)	57912864
YIDIKA MAMPOUYA	Eteve Percelin	1095 rue Samba Ndongo, Makélékélé	44751215
MAZENGUI NKOULA	Joceline Marlène	702, rue Vindza, Plateau des 15 ans	66788497

TRANSFORMATION AGRO

Nom	Prénom	Adresse	contacte téléphonique du tuteur
MAMBOU	Omega Henriette	rue Jolie N°13, Bacongo	53863065
NGANKINI	Pergia Divine	120 rue Eugène Katou, Bacongo	64637033
ONGUINDA	Kevine	69 rue Benin	66779473
MIAFOUNA NGONGO	Andrea Sandrine Inès	124 rue Ampère, Bacongo	69566659
KINDZONZI	Bergilla	01 rue Makoumbou, Mayanga	57224769

MENUISERIE

Nom	Prénom	Adresse	contacte téléphonique du tuteur
BAKALA	ALDI CHRISLIN	26 RUE KINGOUE MOUTABALA	55746630
MUNYENDE	Fodé	92 rue Divine, Moutabala	56201469
DIAMBOUILA	Eugeslain Bertrician	21 rue Ngamaba, Makélékélé	66473230
MBANA KASSINI	Clofrid Jeancelle	42 rue Sangha, Talangai	69691716

PATISSERIE

Nom	Prénom	Adresse	contacte téléphonique du tuteur
SILA	BLANCHE GLADYS	120 RUE MAKOKO, POTO-POTO	68251630
BANGA AMBEBE	MAMEN CHANCIA	5 RUE NDOLO, TALANGAI	68511320
GOLO	GELDA ETIENNETTE	120 RUE EUGENE KAKOU, BACONGO	68528504

Ministère de l'économie forestière, du développement durable et...

Pour une réponse aux attentes urgentes du projet de société du chef de l'Etat

Mme Rosalie Matondo, ministre de l'économie forestière, du développement durable et de l'environnement, a eu une séance de travail vendredi 20 mai 2016, avec l'ensemble des cadres de son département, au Ministère des affaires étrangères et de la coopération, à Brazzaville. Cette séance de travail, tenant lieu de prise de contact, a servi d'orientation à l'action, que doit mener le secteur de l'économie forestière, conformément aux attentes du projet de société du chef de l'Etat. Y ont pris part les directeurs généraux, centraux et les coordonnateurs des projets et programmes de son département ministériel.



Rosalie Matondo s'adressant à ses collaborateurs.

A cette occasion, Mme Rosalie Matondo a déclaré: «l'ensemble du personnel du département ministériel connaît les ambitions du pays, pour situer l'action de l'économie forestière, afin que ce secteur participe à la diversification de l'économie nationale. Il faut bien que cette action soit orientée vers la création des P.m.e forestières et autres; vers la valorisation du niveau local des produits forestiers ligneux et non ligneux du pays, lesquels doivent être orientés vers la création des produits forestiers, pour le marché international. Je sais que je peux compter sur vous parce que vous avez l'expérience qu'il faut, nous avons tous l'expérience qu'il faut.

Il nous suffira d'avoir un peu plus de volonté. Nous devons respecter les orientations contenues dans le projet de société du chef de l'Etat, lequel a six axes et des urgences.» Pour répondre à ce projet, estime la ministre, il faut savoir comment le secteur de l'économie forestière va participer aux attentes liées à ces six axes du projet de société; connaître le programme d'activités à proposer, afin que les actions correspondent aux axes et urgences contenues dans le projet de société du chef de l'Etat. A cela s'ajoute l'observance de la discipline édictée par les textes existants. Georges Claver Boudzanga, coordonnateur de la Redd, un des cadres, a

reconnu l'importance et la portée de la séance de travail, en déclarant que la ministre a eu raison d'insister sur les axes fondamentaux du projet de société du chef de l'Etat. De la sorte, les principaux acteurs, notamment ceux qui sont chargés des questions du développement durable, de l'environnement et de l'économie forestière, avec la faune et les forêts prépareront, déjà, des plans d'action s'arrimant aux axes fondamentaux du projet de société du chef de l'Etat liés aux urgences. Le Ministère de l'économie forestière, du développement durable et de

l'environnement, a-t-il expliqué, est un grand complexe prenant en compte une ressource fondamentale: la forêt, la faune et les autres aspects liés à la forêt. Ce secteur est pourvoyeur d'emplois et c'est un secteur d'avenir. Pour tous les participants, le message de Mme Rosalie Matondo est bien passé. N'empêche qu'ils ont soulevé des doléances on ne peut plus importantes, à savoir: la considération du corps des eaux et forêts et la relance de la conférence des directeurs départementaux.

Philippe BANZ

**Ministère de la santé et de la population
Il n'y aura pas de chasse aux sorcières mais...**

Mme Jacqueline Lydia Mikolo, ministre de la santé et de la population, a effectué sa première visite de travail dans les départements du Kouilou et de Pointe-Noire, lundi 16 mai 2016. Tout a commencé par la réunion de prise de contact, dans la salle de conférence de la Direction départementale de la santé et de la population de Pointe-Noire. Au cours de cette rencontre, les directeurs départementaux et généraux des structures de santé relevant de sa tutelle ont exposé, chacun, pendant quinze minutes sur les maux qui minent le bon fonctionnement de leur travail. De tous les exposés, il est ressorti les maux suivants: insuffi-

sance du personnel tant soignant qu'administratif, manque permanent des médicaments génériques, vétusté des bâtiments (en pédiatrie, par exemple, quatre à cinq enfants occupent un lit), manque de véhicules pour les directions et d'ambulance pour certains hôpitaux, insuffisance de médecins à l'intérieur du Kouilou qui n'en compte que cinq, retard dans l'octroi du budget de fonctionnement... De plus, les volontaires en attente d'intégration travaillent en dent de scie. Mme Jacqueline Lydia Mikolo, après avoir écouté tout le monde, avec une attention particulière, a invité le personnel au travail «Je sais que vous avez

tous suivi la sommation liée à la gestion axée sur les résultats. Il faut maintenant la mettre en pratique. Mais, ce n'est pas encore le cas de ce que nous voyons. Il y aura comme nous l'a demandé le président de la République et le gouvernement, des contrôles internes et externes plus intensifs. Et pour marquer la fameuse rupture d'avec le passé, il y aura des sanctions. Les mots comme corruption, concussion, fraude, absentéisme et retards doivent être bannis de vos structures respectives. Nous allons nous battre pour vous donner les moyens, en retour vous devrez montrer les signes d'amélioration de la gouvernance à votre niveau. Ma vision, c'est ce qui touche aux populations; tout ce que vous pouvez faire, pour que nos populations sentent une amélioration d'accès aux soins de santé de qualité et à moindre coût», dit la ministre, avant de

poursuivre: «Nos hôpitaux sont le miroir de la santé publique, si nous n'améliorons pas les conditions dans lesquelles nos populations sont accueillies, nous n'aurons rien fait. Certains penseraient qu'il faut se débarrasser de tel ou tel responsable, mais non! La chasse aux sorcières ne fait pas parti de ma vision, ni de ma manière de gérer les choses. En revanche, certains descendront du train d'eux-mêmes parce que les résultats ne seront pas au rendez-vous. Le train ne s'arrêtera point, il continuera avec ceux qui donneront les résultats attendus.» Mme Jacqueline Lydia Mikolo a terminé sa descente de travail en visitant les hôpitaux généraux de Loango et de Patra, dont les travaux de construction sont déjà exécutés à 90%.

Equateur Denis NGUIMBI

Lutte contre l'oisiveté et l'alcoolisme

Azur Développement et partenaires sensibilisent les jeunes et proposent des alternatives

Suite à une subvention reçue du Gret (Groupe de recherche et d'échanges techniques), l'Ong Azur Développement met en œuvre, en partenariat avec Ceproder (Centre d'encadrement pour la promotion agroalimentaire et le développement) et l'A.s.d. (Association santé développement), le projet: «Mise en place d'un service d'information et d'orientation des jeunes sur les opportunités de formation, d'embauche et d'entrepreneuriat», à M'Filou N'Gamaba, le 7^e arrondissement de la ville capitale. Dans le cadre du Micab II (Micro projet inter-communautaire et associatif à Brazzaville), financé par l'Union européenne.

Ayant pour objectif de sensibiliser 250 jeunes, dont 125 filles et 125 garçons, sur les dangers liés à l'oisiveté et à l'alcoolisme; d'informer et d'orienter ces jeunes sur les opportunités d'offres d'emploi, de bourses d'études et de formation, le déroulé de ce projet a commencé le 20 mai 2016, au quartier Mpiéré-Mpiéré, avec la sensibilisation de 43 jeunes, sans distinction de sexe, sur le thème: «Jeune pense à ta vie». Il s'est poursuivi, toujours sur le même thème, samedi 21 mai 2016, au quartier Kibouendé où nombre de jeunes filles et jeunes garçons ont été très participatifs. Cette sensibilisation s'étendra plus tard aux quartiers Kahounga, Inzouli et Moutabala. Au quartier Kibouendé, procédant par la maïeutique socratique, les animateurs d'Azur Développement et de l'A.s.d ont amené les jeunes, avec un sens pédagogique, à définir de claire façon les vocables oisiveté et alcoolisme, tout comme à énumérer les conséquences ou dangers qui en découlent.



Une séance de sensibilisation au quartier Kibouendé.

Répondant à l'interrogation d'un jeune sur la finalité de la sensibilisation, Charrel a dit qu'il est prévu pour ceux qui tiennent, pleinement, à sortir de l'oisiveté ou de l'alcoolisme des alternatives. On peut citer: des sessions de formation sans frais, c'est-à-dire gratuite, ouvertes aux jeunes chercheurs d'emploi, désœuvrés et/ou ayant des projets d'entreprendre et aux jeunes micro-entrepreneurs. Ces formations seront données par des professionnels. Elles porteront sur la rédaction des Cv, des lettres de motivation et l'éveil à l'esprit d'entreprendre. Il est prévu, en outre, un appui aux formations professionnelles pour les jeunes filles et jeunes garçons d'ici à la fin du mois de juin 2016. Au nombre de 15, ceux-ci seront sélectionnés suivant la pertinence de leur projet professionnel et leur vulnérabilité. Par ailleurs, à poursuivre Charrel, des informations relatives aux emplois, aux bourses et aux formations seront diffusées au centre communautaire. En définitive, les jeunes filles et jeunes garçons sensibilisés ont compris que la dépendance à l'alcool et l'oisiveté sont des véritables fléaux, desquels il faut absolument sortir, pour ne point dire un jour comme chantait Charles Aznavour dans «Je n'ai pas vu le temps passer»: «Je n'ai pas vu le temps courir, Je n'ai pas entendu sonner les heures de mon devenir, quand je fonçais tête baissée vers ce qu'était un avenir et qui est déjà du passé.»

Violaire MALONGA



Banque Sino-Congolaise pour l'Afrique

Société Anonyme avec Conseil d'Administration, au capital de 53.342.800.000 Francs CFA, RCCMCG/BZV/14 B 5578
Siège Social: Immeuble Diamond, Avenue de l'Amitié, B.P: 199, Brazzaville, République du Congo.
Tél: +242 223 303 888 - E-mail:service@bscabank.com http://www.bscabank.com N°01/2016

Brazzaville,

CONVOCATION A LA 1^{ère} SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE LA BSCA.BANK DU 16 JUN 2016

Aux Actionnaires de la BSCA.Bank

J'ai l'honneur de vous informer que la 1ère Réunion de l'Assemblée Générale des Actionnaires pour l'année 2016 de la BANQUE SINO-CONGOLAISE POUR L'AFRIQUE, en sigle BSCA.Bank, aura lieu, à Brazzaville, le 15 juin 2016, à 10H00, dans la Salle de Réunion de la TOUR SNPC, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

- 1) Vérification des présences;
- 2) Examen et adoption du projet d'ordre du jour;
- 3) Présentation du Rapport des commissaires aux comptes au titre de l'article 715 de l'AUSCGIE de l'OHADA;
- 4) Approbation des Comptes annuels - Exercice 2015;
- 5) Approbation de l'affectation de la perte au compte de Report à nouveau;
- 6) Approbation du Rapport annuel de la BSCA.Bank pour l'année 2015;
- 7) Approbation du Rapport de gestion de la BSCA.Bank pour l'année 2015;
- 8) Promotion et départ de deux Administrateurs congolais;
- 9) Approbation de la désignation de deux nouveaux Administrateurs congolais;
- 10) Approbation du contrat de service du Président du Conseil d'administration;
- 11) Information du défaut de libération par l'actionnaire MPC de sa quote-part au capital de la BSCA.Bank, au titre de la deuxième tranche.
- 12) Divers.

La participation par vidéoconférence ou conférence téléphonique est admise et la présence de tous est vivement souhaitée.

Etude de Me Chimène Prisca Nina PONGUI Notaire
Sise à Brazzaville (République du Congo)
Rez-de-chaussée Immeuble Patte d'Oie (SOPRIM)
Case J-490/M (en face de l'E.N.A.M)
B.P: 14745 - Tél: (242) 06 662 43 35//05 516 70 79
E-mail: etudepongui@yahoo.com

«SERVAIR CONGO»
Société Anonyme avec Conseil d'Administration
Au capital de 2 220 000 000 de Francs CFA
Brazzaville (République du Congo)
Avenue Charles De Gaulle,
1er étage Immeuble ex-Papyrus, Plateau-ville
RCCM: CG/BZV/10 B 2367

TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL

Suivant Procès-verbal dressé à l'issue de l'Assemblée Générale Mixte de la société «SERVAIR CONGO», Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de 2 220 000 000 de Francs CFA, dont le siège social est à Brazzaville (Congo), Avenue Charles De Gaulle, 1^{er} étage Immeuble ex-Papyrus, Plateau-ville, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de Brazzaville, sous le numéro CG/BZV/10 B 2367, tenue en date à Paris (France), 2, rue Robert Esnault-Pelterie, 75007 du 30 novembre 2015, déposé au rang des minutes de Maître Chimène Prisca Nina PONGUI, Notaire de résidence à Brazzaville (Congo), le 17 mai 2016, enregistré, le 18 mai de la même année, à la recette des Impôts de Baongo, sous le Folio 079/12, numéro 826, les résolutions suivantes ont été prises:

En sa partie Ordinaire:
- Présentation du rapport de gestion du Conseil d'Administration de l'exercice clos le 31 décembre 2014;

- Approbation des comptes et conventions de l'exercice clos le 31 décembre 2014;
 - Affectation des résultats;
 - Quitus aux administrateurs.
- En sa partie Extraordinaire:
- Le transfert du siège social précédemment fixé à Brazzaville, Avenue Charles De Gaulle, 1er étage Immeuble ex-Papyrus, Plateau-ville, dans la même ville, Aéroport International Maya-Maya - Mezzanine Module 1 et modification corrélatif de l'article 4 des statuts;
 - Pouvoirs en vue des formalités.

Dépôt légal des actes a été effectué au greffe du tribunal de commerce de Brazzaville, le 24 mai 2016, enregistré sous le numéro 16 DA 394.

Mention modificative des présentes a été portée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro M2/16 - 934.

Pour avis et mention,
Maître Chimène Prisca Nina PONGUI, Notaire

Mouvement de la Sape (Société des ambassadeurs et des personnes élégantes)

Ahmed Yala adoubé par les sapeurs congolais

Les adeptes de la Sape (Société des ambassadeurs et des personnes élégantes) congolais ont, désormais, un président. Il s'agit d'Ahmed Yala, de son vrai nom Isidore Cyriaque Yala. Celui-ci a été adoubé, au cours d'une cérémonie, vendredi 27 mai 2016, à la Mairie centrale de Brazzaville. Sous le patronage du ministre de la culture et des arts, Léonidas Carel Motom Mamoni.

C'est dans une ambiance bon enfant, et en présence de plusieurs centaines de sapeurs, venus de tous les départements du Congo, mais aussi de Kinshasa, et tous tirés à quatre épingle, qu'Ahmed Yala a été désigné président de l'U.a.s.c (Union des associations de la Sape du Congo). Une structure portée sur les fonts baptismaux, ce jour même, et dont quelques grandes lignes des activités ont été dévoilées par le néo élu: la consolidation du Festival international de la sapologie féminine, le 8 mars de chaque année; la création d'une kermesse vacances Sape et musique, du 1^{er} au 15 août de chaque année; et la proposition de l'instauration d'une journée de la Sape, chaque 28 décembre.

Pour Ahmed Yala, la Sape est un patrimoine culturel congolais. La jeunesse congolaise a épousé ce phénomène par la création des clubs et des associations. La prolifération de ces derniers a engendré le phénomène de rivalité, de lutte, d'adversité, d'impertinence, et tant d'antivaluers qui ont terni son image. «Cet état de fait nous a donc interpellés à mettre en place un directeur de la Sape, réunissant les présidents des associations de la Sape, du nord au sud, de l'est à l'ouest du Congo, autrement dit tout le Congo. Afin d'éradiquer ces antivaluers, d'encadrer et d'éduquer la jeunesse sur l'exercice de ce phénomène, de promouvoir la Sape et les liens d'amitié entre les fils et les filles du Congo, promouvoir la création artistique de la Sape au Congo-Brazzaville et à l'extérieur,

de susciter et de contribuer au développement socio-culturel et économique du Congo», a-t-il expliqué. Avant de solliciter la collaboration de l'U.a.s.c avec les Ministères de la culture et des arts; des petites, et moyennes entreprises, de l'arti-



A travers cet acte, Léonidas Carel Motom Mamoni a reconnu Ahmed Yala comme président des sapeurs congolais.



Le ministre de la culture et des arts primant l'octogénaire Parisien Kiboba.

sanat et du secteur informel; de la jeunesse et de l'éducation civique. Pour sa part, Léonidas Carel Motom Mamoni a félicité Ahmed Yala et les sapeurs d'avoir pu réaliser ce que n'ont pu les politiques congolais: regrouper tous les sapeurs congolais au sein d'une plateforme. «La Sape est une originalité congolaise (...) Brazzaville est la capitale mondiale de la Sape. A travers la Sape, le Congo, notre beau pays, emprunte une nouvelle voie, la voie de la diplomatie douce, la voie de la diplomatie vestimentaire, que je place dans l'ordre de la diplomatie

culturelle. Il s'agit, pour notre pays, de promouvoir et de véhiculer, au travers de la Sape, des valeurs de paix, des valeurs d'unité, des valeurs de rassemblement, des valeurs d'universalité et de tolérance (...) Mes chers amis, vous êtes des hommes de valeur, vous n'êtes pas des bandits, vous n'êtes pas des voyous; c'est vous qui faites l'honneur de la République. Et je veux vous dire mon engagement, ma détermination à vous encourager, à vous soutenir, à vous propulser, je le dis au nom du président de la République...

Je vous promets que, désormais, plus rien dans le monde de culture ne se fera sans les sapeurs. Ici et maintenant, je m'engage, en qualité de ministre de la culture et des arts, que désormais, à partir du Fespam prochain, le Fespam ne se limitera plus à la musique. Mais les sapeurs auront une place, pendant le Fespam...», a dit le ministre. Qui a proposé que la journée nationale de la Sape soit célébrée, le 10 mai, en mémoire du célèbre chanteur Rapha Boundzeki.

Cerise sur le gâteau, l'U.a.s.c a décerné des diplômes à l'ambassadeur de la RDC au Congo, M. Christophe Muzungu (ambassadeur culturel); au député José Cyr Ebina (ambassadeur du tissu raphia); Francos Uomo; Sodios-Sengola (sapeur, qui, avec Strervos Niarcos, ont formé King Kester Emeneya et Papa Wemba dans la Sape); Souris Cacharel, un des pionniers de la Sape au Congo. Les sapeurs Sylla Grégoire, alias Kiki la manne ou Parisien kiboba (81 ans); Yves Ngatsongo; Blandine Nkouka; Natacha Ossibi, Ahmed Yala, etc. ont également été honorés. Le dernier cité s'est vu décerner le diplôme d'excellence du «plus grand sapeur du monde en crocodile et python».

Véran Carrhol YANGA

Littérature

Privée de son «or» vital

Dans son roman «L'or des femmes», paru cette année, aux Editions «Noirs nrf Gallimard», Mambou Aimée Gnali, écrivaine congolaise, montre comment les coutumes ont empêché une jeune fille de vivre et mourir avec l'homme qu'elle aura, elle-même, aimé de tout son cœur et de toute son âme.



Mambou Aimée Gnali posant avec une lectrice, après la dédicace.

La cérémonie de dédicace du livre a eu lieu, le 28 mai 2016, à l'I.f.c (Institut français du Congo) de Pointe-Noire. En présence des autorités locales, dont Alphonse Nkala, directeur départemental du livre et de la lecture publique de Pointe-Noire, et Fabienne Bidou, directrice de l'I.f.c de Pointe-Noire. Pour suivre la présentation faite de «L'or des femmes» par Frédéric Pambou, critique littéraire. D'un côté, Bouhoussou, une ravissante jeune fille, d'une beauté aussi irréprochable que celle de Vénus. De l'autre, le jeune Mavoungou, à la beauté apollonienne et à la vigueur herculéenne. Ayant grandi l'un à côté de l'autre, dans un même village, Bouhoussou et Mavoungou se sont aimés, depuis leur tendre enfance. Au champ, à la rivière, en balade, ils ne se quittaient jamais d'une semelle. Ils rêvaient ensemble, bâtissaient des projets pour leur progéniture. A la place des lèvres, des dents et de la langue, chacun utilisait son cœur pour dire à l'autre: «Je t'aime». Un amour qui tournait à plein régime, au rythme des battements de leurs cœurs. Si bien qu'ils se sont juré fidélité, jusqu'à la fin de leur vie. Comme Philémon et Baucis, dans la mythologie grecque!

Malheureusement... Personne de ces deux adorables amoureux n'avait imaginé que leur romance deviendrait, par la suite, une chimère. Ils n'avaient jamais su que dans cette société, une fille n'avait pas le droit, ni la liberté de choisir son conjoint. Car, ici, ce sont les parents qui choisissent un conjoint à la place de leur rejeton, dès la naissance. Voire depuis le fœtus. Bouhoussou n'était donc pas destinée à Mavoungou. Et ce dernier ne pouvait pas vivre avec la femme qu'il aura, lui-même, choisie et aimée. Alors que dans cette société, deux slogans étaient à la mode: «Bakal wol» (l'homme, c'est de l'or pour une femme, en vili) et «Wol mogno» (l'or, c'est la vie, en vili).

Si les quelque deux cents personnes présentes à l'I.f.c se sont émues de cette histoire aussi bien passionnante que pathétique, elles ont acheté, en une poignée de secondes, toute la centaine d'exemplaires disponibles, ce jour-là. Ce qui traduit, vraisemblablement, l'irrésistible soif de savoir davantage comment Bouhoussou et Mavoungou ont vécu le reste de leur vie, dans une société qui leur aura fourni tous les éléments possibles pour déduire que la vie est absurde, lorsqu'on ne peut pas vivre avec le conjoint de son choix.

Les 163 pages du roman de Mambou Aimée Gnali constituent donc des galeries d'accès dans les profondeurs des us et coutumes loango au 19^e siècle. Et le langage simple et précis utilisé par l'auteure, elle-même native du Kouilou, berceau de la civilisation loango, sont, sans conteste, le flambeau susceptible d'éclairer et orienter quiconque voudrait réussir une sorte de pérégrination dans les méandres jusqu'ici insondables de cette civilisation qui aura rayonné au fil des siècles au bord de l'Atlantique.

Et si le livre peut, dans une certaine mesure, constituer un pont entre le passé et l'avenir d'une société, l'ancienne fonctionnaire de l'Unesco, ancienne ministre congolaise de la culture et auteure de plusieurs autres ouvrages à succès, vient de léguer à la postérité, l'ouvrage qu'il faut avoir lu. Tant, les thèmes (violences faites aux femmes, rites nuptiaux, interdits de toutes sortes, etc.) demeurent d'actualité, dans plusieurs sociétés contemporaines.

Ce roman paru aux Editions «Noirs nrf Gallimard» pourrait, alors, aider à mieux concilier tradition et modernisme.

John NDINGA-NGOMA

Peinture

«La Calligraphie à l'eau», une œuvre de Stevens Vaughn, présentée à Brazzaville

En collaboration avec le Mémorial Pierre Savorgnan De Brazza, la Fondation Hafnia, ayant pour directeur M. Alfredo Varas, et l'artiste-peintre américain Stevens Vaughn ont animé, conjointement, une conférence de presse, lundi 16 mai 2016, au Mémorial Pierre Savorgnan De Brazza, à Brazzaville. Objectif: faire découvrir au public brazzavillois, l'héritage et l'expérience des œuvres de Stevens Vaughn, à travers le vernissage d'art.

Présentant l'expérience artistique de ce peintre qui a foulé pour la première fois le continent africain et singulièrement la capitale congolaise, Alfredo Varas a fait savoir que les œuvres de Stevens Vaughn sont une expérience personnelle vécue en Chine et au Japon qui articule sa façon de voir, au-delà de l'expression esthétique, dans une condition de privilège fantastique. «En effet, l'artiste ne porte pas son regard vers l'extérieur, mais à l'intérieur, au cœur de ses origines, de son propre être, en choisissant le geste parfait,

la forme idéale entre proportions conflictuelles, couleurs à exhiber et signes oniriques à sublimer. Aussi, l'artiste affirme être fasciné par les rituels qui donnent un sens à son existence, comme un mystère qui donne l'essence à son être: «La Calligraphie à l'eau».

Quant à Stevens Vaughn, ses œuvres expriment le sens d'une essentialité visuelle, apparemment confuse, mais structurellement liée à la vision ironique et colorée de la vie qui exprime avec son signe irrésistible une ligne gestuelle dépitante, tirée par une véhé-



Stevens Vaughn à l'oeuvre.

mence manuelle, identité pleine d'un expressionnisme émotif et culturel situé à l'intérieur d'une réalité solide. «C'est depuis l'âge de quatre ans que je suis dans l'art et l'eau, pour moi, c'est la vie. L'eau et les couleurs représentent, pour moi, une grande passion: la Calligraphie à l'eau. Je crois que l'art est vie et non pas un modèle de vie. Je crois que tous ont le droit de s'exprimer, avec créativité, tout

en jouant et sans être critiqué», a souligné Stevens Vaughn. Signalons qu'après la conférence de presse, il y a eu le vernissage des tableaux de l'azrtiste, placés dans le hall du Mémorial Pierre Savorgnan De Brazza.

Rappelons que la fondation Hafnia a été créée en 2000, au Sud de la Chine.

Pascal BIOZI KIMINO

Nécrologie

Jacques Mamounoubala, pied gauche dévastateur

Jacques Mamounoubala s'en est allé... Nous avons annoncé cette nouvelle nécrologique dans notre précédente livraison, après en avoir eu la confirmation, par son ancien coéquipier de gardien de but, Maxime Ambou-Liéle, très affecté.

Ancien ailier international du CARA, "Mamou", comme aimait à l'appeler Cicérone Manoulaché, était l'un des plus véloces et percutants du football congolais à son poste. Gaucher, unijambiste. Sprinteur, ponctuant, généralement, ses courses rageuses par un tir au but adverse ou un centre. Jacques Mamounoubala, on l'a écrit, aussi, électrisait les foules. Son fracassant tir du pied gauche laissait, souvent, pantois défenseurs et gardiens de but adverses. Les aînés se rappellent du raid spectaculaire réalisé dans sa carrière par Jacques Mamounoubala. Ce fut le 21 juillet 1974, au Stade de la Révolution. CARA recevait Vita Club de Kinshasa, constellé de «Mondialistes» revenant d'Allemagne. En huitième de finale aller de la Coupe d'Afrique des clubs champions. Après avoir embarqué quatre adversaires, Jacques catapulte le sac de cuir dans la cage, avec autant de facilité et de violence, qu'il avait mis des fourmis dans les gradins. Le ballon se fracassa contre la barre transversale et lécha un des piquets, avant de gémir dans les filets. Ce but, le quatrième du CARA, ouvrit les portes des quarts de finale aux Aiglons, battus au match retour par... 3-0.

Cette année-là, Jacques Mamounoubala devint champion d'Afrique des clubs. Ce sou-



Jacques Mamounoubala.

venir victorieux l'a poursuivi, en devenant une obsession pour lui. C'était seulement sa première année sous le maillot "Rouge et noir", en provenance

de 21 ans (né le 2 avril 1953, à Brazzaville).

En 1975, le Roumain Cicérone Manoulaché à qui la Fécofoot confia les rênes des Diables-Rouges, cumulativement avec ceux du CARA, l'appela plusieurs fois en équipe nationale. A son poste d'ailier gauche de débordement. Maurice Ondjolet fit autant, en le sélectionnant pour la phase finale de la CAN 1978, au Ghana. Il fut l'auteur de l'unique but de la campagne des Diables-Rouges, face à l'Ouganda (1-3), sur une passe de François M'Pelé. Il venait de remplacer Lakou "Abossolo". "Mamou" garda son poste, pour les deux dernières rencontres, d'abord, contre le Maroc (0-1), ensuite, face à la Tunisie (0-0). En ce garçon aux jambes arquées, qui a mis fin à sa carrière en la saison 1985-1986, se cachait un sympathique footbal-



De g. à dr. Ndomba "Géomètre", Mbama "Lapéta", Mbemba "Tostao", Moukila "Sayal", François M'Pelé et Jacques Mamounoubala.

du modeste Avenir du rail, et il apporta le punch qui manquait au secteur offensif des Aiglons, depuis une ou deux participations improductives en Afrique. Il était âgé, à peine,

leur. Nous présentons nos très vives et sincères condoléances à la famille de Jacques Mamounoubala.

Guy-Saturnin MAHOUNGOU

Basket-ball

Naissance de R.B.C à Mfilou

Brazzaville compte, depuis le début de la saison sportive 2015-2016, une équipe de basket-ball née à Mfilou-Ngamaba, le septième arrondissement de Brazzaville. Jean Luc Euloge Olingou, entraîneur et secrétaire général de la Ligue de Brazzaville, en est le géniteur. Il l'a déjà portée sur les fonts baptismaux, au cours de l'assemblée constitutive d'avril 2016, et lui a donné le nom "Réconciliation Basket Club". L'idée de lancer cette équipe est née à l'issue, selon lui, de la



R.B.C de Mfilou.

du Play-Ground, à pratiquer le basket-ball de compétition. Un dessein ambitieux. Mais, au lieu d'attendre longtemps, il a pris le taureau par les cornes. Il a regroupé des jeunes et leur a parlé du projet.

Tout est allé vite, car R.B.C, affiliée à la Fédération et à Ligue de Brazzaville, participe déjà au championnat, uniquement avec des joueurs de l'équipe masculine, dans la catégorie Seniors, la plupart, sans grand passé. La naissance de R.B.C aurait, également, la prétention de combler un vide. Quel vide? L'arrondissement 7 Mfilou n'avait plus d'équipe de basket-ball, depuis la disparition du B.C.U Ngambio, qui fit irruption dans le giron du basket-ball brazzavillois, au milieu des années 90. Il s'agit, donc, d'un

pari, après la disparition du BUC. On en appelle à la générosité des amis du basket-ball, aptes à faire quelques sacrifices qu'à attendre d'éventuels avantages matériels. La porte est, donc, ouverte à d'autres personnes voulant rejoindre cette équipe naissante. Le lieu de l'entraînement quotidien du R.B.C est l'établissement scolaire dont il porte, curieusement, le nom: le lycée de la Réconciliation. Ou a été construite, il y a quelques années, une plateforme sportive devenue, malheureusement, obsolète. Les panneaux ne laissent-ils pas à désirer? Espérons que R.B.C sera majeur. D'ores et déjà, bon vent à son géniteur et ses joueurs!

Guy-Saturnin MAHOUNGOU

Eliminatoires CAN 2017

Sortir l'artillerie lourde à Nairobi

Rélué à la deuxième place de son groupe, après les matchs nuls concédés face à la Zambie (1-1, à Lusaka, et 1-1, à Brazzaville), le Congo n'a pas renoncé, pour autant, à la qualification pour la phase finale de la CAN 2017 prévue au Gabon. Mais, avant le match de la cinquième et avant-dernière journée, sa contre-performance enregistrée contre le Maroc, à Tanger, le condamne à sortir l'artillerie lourde à Nairobi. Où l'attend le Kenya. Dimanche 5 juin 2016. Kenya-Congo, dimanche prochain, risque d'être un gros point d'interrogation. Les deux sélections nationales ont fait nul (1-1), au match aller, disputé en juin 2015, à Owando. Les Kenyans avaient même ouvert le score, avant que Prince Oniangué égalise, sur penalty. Il faut dire qu'à l'époque, plusieurs cadres des Diables-Rouges du Congo étaient absents, pour une raison ou une autre.

Entre-temps, le Congo est allé prendre trois points à Bissau. Mais, à l'issue de la troisième journée des matchs éliminatoires, la Guinée-Bissau (7 points) est passée en tête du groupe, le Congo (6 points) et la Zambie (6 points aussi) sont, respectivement, deuxième et troisième. On le voit, une victoire à Nairobi est impérative, si les Diables-Rouges veulent décrocher leur billet, pour la phase finale de la CAN. Même un match nul ne garantirait pas une probable qualification.

Après Rabat, où ils ont passé



Les Diables-Rouges (ici Lépicier et Massengo, contre le Maroc) doivent véritablement mouiller le maillot à Nairobi.

une semaine de stage, les Diables-Rouges se sont envolés, mercredi 1^{er} juin, pour Nairobi. Ils ont quatre jours d'acclimatation, avant d'en découdre avec le Kenya. Le groupe a récupéré Fabrice Ondama et Francis Nganga, absents lors du match amical, contre le Maroc, parce que retenus par leurs clubs respectifs.

Seul Igor Nganga a des pépinières physiques.

Sélectionner des joueurs sur des bases objectives, travailler méthodiquement favorisera le succès des Diables-rouges. Marquer plus de buts que le Kenya, aussi. Avons-nous encore besoin de conclure?

Jean ZENGABIO

Coupe du Congo

Entrée en lice des «grands»
Le deuxième tour de la Coupe du Congo de football, qui marque l'entrée en lice des équipes d'élite Ligue 1, a débuté, jeudi 2 juin 2016, au Stade Massamba-Débat. Ajax de Ouenzé en a décousu avec J.S Ollombo, Diables-Noirs, avec Aigles Sports. Il ne réserve aucune affiche entre équipe d'élite 1. Au total, vingt-quatre matchs sont au programme. Nous y reviendrons.

Contact Congo :
Cellule exécutive
Case J 043V OCH Mougali III
Tel : 00 242 666 35 88
Mail : coord_pcpaongo@yahoo.fr
Site : www.pcpaongo.org
www.facebook.com/pcpaongo.Brazzaville



Contact France :
Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI)
Tel : +33 (0)1 44 83 88 60
Mail : leroux@cfsi.asso.fr
Site : www.cfsi.asso.fr

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Comité français pour la solidarité internationale (CFSI) recrute, dans le cadre de l'animation du journal «Alternatives citoyennes» du programme concerté pluri acteurs (PCPA) Congo, un rédacteur en chef.

Pour tous ceux qui seraient intéressés, les termes de références sont disponibles dans les locaux du PCPA Congo qui sont situés à Brazzaville sis case J 043 V, OCH Mougali III ou à consulter sur le site web du PCPA: <https://pcpaongo.wordpress.com/> et sur la

page Facebook: www.facebook.com/pcpaongo.Brazzaville
- Curriculum Vitae du consultant
- Contacts de 3 personnes référentes
- Au moins 5 articles déjà publiés
- Note méthodologique
- Offre financière

Il est à envoyer par courrier électronique à: leroux@cfsi.asso.fr et coord_pcpaongo@yahoo.fr avec la référence «rédacteur en chef PCPA Congo» au plus tard le 21 juin 2016.

Étude de Maître Zahour MBEMBA-EL HIOULI
Notaire titulaire d'office à l'OCH, case J430V Mougali 3
Boîte Postale 433, Brazzaville, République du Congo
Site web : mbembanotaire.net
Téléphone : (+242) 06 990 26 90
E-mail : contact@mbembanotaire.net

ANNONCE LEGALE

CHANGEMENT DE RÉGIME MATRIMONIAL

Par jugement rendu sur requête le 3 mai 2016, le tribunal de grande instance de Brazzaville, a homologué l'acte de changement de régime matrimonial reçu en date du 10 février 2016 par maître Zahour MBEMBA-EL HIOULI, notaire, titulaire d'un office notarial, sis à Brazzaville, OCH case J430V, Mougali 3, aux termes duquel :

demeurant ensemble, ont adopté le régime de séparation de biens.

Oppositions à adresser, s'il y a lieu, dans les 3 mois de la date de parution du présent avis, par exploit d'huissier auprès de l'office notarial de Maître Zahour MBEMBA-EL HIOULI.

Pour avis

Brazzaville, le 01 juin 2016

Maître Zahour MBEMBA



HUAWEI

SMARTPHONE HUAWEI Y221

- * Technologie 3G : Oui
- * Ecran : 3,5"
- * Dual SIM : Oui
- * Système : Android 4.4
- * Garantie : 1 an



47.500
FCFA HT



BUROTOP IRIS



HUAWEI

TABLETTE HUAWEI 3G T1

- * Ecran : 7 "
- * Épaisseur : 8,5 mm
- * Processeur : Quad core 1.2 Ghz
- * Mémoire RAM : 1GB
- * Mémoire : 8GB extensible
- * Caméras : avant et arrière
- * Système : Android 4.4 + Huawei Emotion UI 3.0



99.000
FCFA HT

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60

Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire - Tel: 04 453 53 53 - 05 605 60 56



BUROTOP IRIS



LAPTOP HP NOTEBOOK

à 199.000
FCFA HT
Seulement !



Garantie
3 ans

- * Processeur E1-6015
- * Mémoire RAM 2GB
- * Disque dur 500GB
- * Ecran 15.6 HD

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tél: 05 577 78 88 - 06 669 60 60

Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

Ministère de la fonction publique et de la réforme de l'Etat Une journée de sensibilisation, pour la redynamisation de l'administration publique

Le Ministère de la fonction publique et de la réforme de l'Etat a organisé une journée de sensibilisation de l'ensemble des responsables administratifs du centre et de l'intérieur (directeurs généraux et centraux, inspecteurs divisionnaires, directeurs et inspecteurs départementaux, délégués de la Fonction publique, chefs de service, de division et de bureau). Ouverts et clôturés par Aimé Ange Wilfrid Bininga, ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, les travaux de cette journée de sensibilisation se sont déroulés sous son autorité, au Palais des congrès, à Brazzaville, le mercredi 25 mai 2016.

La journée de sensibilisation a eu pour objectif d'impulser une nouvelle dynamique à la Fonction publique, pour épouser l'esprit de la nouvelle République qui prône la rupture avec les comportements déviants et les mentalités perverses, afin d'adopter un nouvel état d'esprit d'être, d'agir et de servir l'Etat. C'est de cette manière que la réalisation du projet de société du président de la République pourra être réalisée, a laissé entendre le ministre Aimé Ange Wilfrid Bininga. Il s'est référé aux prescriptions contenues dans ce projet de société qui recommande «à tous les citoyens, d'adopter et de faire un bon usage des valeurs qui favorisent le développement, notamment le travail, la rigueur, la discipline, la responsabilité, la conscience et la probité». Il incombe aux agents publics administratifs, «l'engagement au service du pays, le dévouement au travail, le sens de responsabilité, la probité, la disposition à lutter contre la corruption, la concussion et la fraude, le patriotisme et la croyance en l'avenir du pays», a dit le ministre de la Fonction publique.

Aussitôt après, les participants ont suivi deux communications sur: «L'éthique et la discipline:

facteurs de performance de l'administration publique»; «Le rôle des services extérieurs du Ministère de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, face à la problématique de la maîtrise des effectifs de la Fonction publique», faites par Gabriel Moussiengo, inspecteur général des services administratifs, avec pour modérateurs Edouard Mibangouayila-Boukaka, directeur des affaires juridiques, Pierre Legoua, conseiller à la gestion des effectifs, et Gabriel Moussiengo.

Au cours des débats, les participants ont soulevé plusieurs préoccupations basées, essentiellement, sur les conditions de travail, la lenteur du traitement des dossiers dans le circuit d'approbation, l'absence de financement de fonctionnement, la mauvaise interprétation des missions des différents services administratifs et le harcèlement sexuel (aussi bien sur les femmes que sur les hommes qui exercent des responsabilités). Tous ces fléaux et les difficultés de collaborations avec les autres départements ministériels, comme celui des finances, annihilent les performances des services publics. A la lumière des échanges, les participants ont émis des suggestions pour la relance de l'administration publique: procéder



Aimé Ange Wilfrid Bininga au milieu, entouré de ses collaborateurs.



Les participants, pendant les travaux.

à l'audit social du Ministère de la Fonction publique et de la réforme de l'Etat, afin d'identifier les dysfonctionnements; élargir la sensibilisation auprès des responsables administratifs, dans l'ensemble de l'administration; organiser des séances de restitution de ces assises au niveau des départements; vulgariser tous les textes relatifs à l'éthique et au régime disciplinaire dans toute l'administration publique; codifier tous les textes de la Fonction publique; éditer le code de conduite de l'agent public en format de livret de poche; terminer le recensement amorcé en 2011; créer le fichier central qui a cessé d'exister

depuis 1998; mettre à la disposition des services extérieurs les moyens qui leur permettront de créer ou de mettre à jour le fichier secondaire. Le ministre Bininga, qui a là du pain sur la planche, a appelé ses collaborateurs à se mettre au travail. Signalons qu'à partir du 15 juin 2016, le personnel de cette administration va changer de local de travail. Il sera transféré à un autre endroit, provisoirement, en attendant que le bâtiment abritant la Fonction publique soit érigé à la même place.

Philippe BANZ

IN MEMORIAM

Papa Barthélemy OSSOUALA

4 juin 2006 - 04 juin 2016. Il y a 10 ans, jour pour jour, disparaissait Papa Barthélemy OSSOUALA.

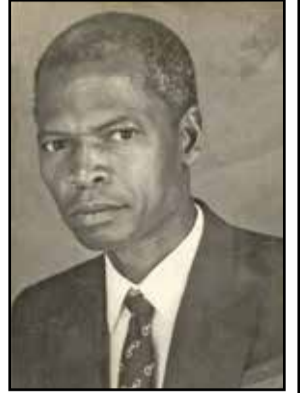
En ce jour de mémoire, ton épouse se souvient du mari affectueux que tu as toujours été; tes enfants te disent merci pour le Père attentionné que tu as toujours été; tes petits-enfants et arrière-petits-enfants te disent merci pour le Papi tant aimable que tu as toujours été.

Merci pour les valeurs de respect, de fidélité, d'ardeur au travail, et au-delà de tout, pour la crainte de Dieu que tu nous as inculquées.

«Or, si nous sommes morts avec Christ, nous croyons que nous vivrons aussi avec lui»

Romains 6: 8

La Famille



GX INTERNATIONAL

- Express National International
- Fret Aérien & Maritime
- Douane & Transit
- Logistique

Notre devise
ALLER + LOIN

SERVICE COMMERCIAL

Pointe-Noire : Boulevard Kassa (Face au 57) | Brazzaville : 01, Av Cardinal emile Biyendia (Face à la Mairie)

Tel : (+242) 059010238 / 055503075 | Tel : (+242) 055501091 / 055501093

www.gxinternational.net | Nos partenaires: UPS, DHL, SAP, etc.

13^e assemblée générale de l'A.c.b.e.f

Nouveau président, Julien Bambi promet de relever les grands défis

L'A.c.b.e.f (Association congolaise pour le bien-être familial) a tenu sa 13^e assemblée générale, du 7 au 8 mai 2016, dans la salle de conférences du Ministère de la justice, à Brazzaville. Les instances dirigeantes de cette association ont été renouvelées. Ainsi, la présidente sortante, Mme Jeanne Française Lékomba Louméto Pombo, a cédé le témoin à Julien Bambi, le nouveau président élu de l'A.c.b.f, tandis que Bienvenu Mboko a été porté à la tête du comité d'audit composé de trois membres.

La 13^e assemblée générale de l'Association congolaise pour le bien-être familial a porté sur les questions de procédures, l'adoption des rapports des différents organes, l'adoption des documents stratégiques de l'association membre (M.A), ainsi que l'élection des instances de gouvernance. Après avoir examiné les points inscrits à l'ordre du jour, les participants ont adopté les recommandations et résolutions relatives à l'association, dans lesquelles ils exhortent l'Organisation non gouvernementale (O.n.g), dénommée Fédération internationale pour la planification familiale, à appuyer les efforts de plaidoyer pour la mobilisation des ressources auprès des autres partenaires, le comité exécutif à entreprendre des démarches pour renforcer la reconnaissance de l'A.c.b.e.f comme une O.n.g d'utilité publique. Cependant, les résolutions prises portent sur la signature et l'examen relatif aux conflits d'intérêt dans le mois en cours et sur la matérialisa-



Photo de famille à la fin de l'assemblée générale.

tion de la fermeture des antennes. Outre cela, la 13^e assemblée générale a pris des actes autorisant le comité exécutif à adopter et valider les documents portant sur le manuel des procédures, le livret d'accueil du salarié, la stratégie de mobilisation et le règlement de l'A.c.b.e.f. Saluant les efforts fournis par son prédécesseur, Mme Jeanne Fran-

çoise Lékomba Louméto-Pombo, qui a présidé aux destinées de l'A.c.b.e.f pendant six ans, Julien Bambi a affirmé que son combat est de relever les défis de l'association. «Ce nouveau bureau est celui de combat, car il consiste à relever de grands défis avec l'effort de tous les volontaires qui doivent se remobiliser, pour qu'une synergie soit établie entre eux et le

personnel, pour la bonne marche de l'association», a-t-il déclaré. Soulignons que cette 13^e assemblée générale a été ouverte par Mme Lékomba Louméto-Pombo, présidente sortante, et a connu la participation des délégués venus des antennes des villes de Pointe-Noire, Dolisie et Brazzaville.

Alain-Patrick MASSAMBA

Commémoration de la victoire du 8 mai 1945

A Brazzaville, Français, Allemands et Congolais se sont recueillis ensemble

Devenue une tradition, à travers le monde, la commémoration de la victoire du 8 mai 1945, qui a mis un terme à la Seconde guerre mondiale, donne lieu à des cérémonies qui revêtent un fort symbolisme pour la paix et la fraternité entre les peuples. Cette année, c'était le 71^e anniversaire de cet événement historique, qui marque aussi la libération de la France de l'occupation nazie. A Brazzaville, la cérémonie commémorative du 8 mai s'est déroulée dans une atmosphère de recueillement, à l'Ecole militaire préparatoire Général Leclerc. Sous le patronage de Charles Richard Mondjo, ministre de la défense nationale.

Pendant la cérémonie, trois anciens combattants congolais ont été décorés de la Croix de la valeur militaire par l'attaché de défense de France, au nom du ministre français de la défense. Il y a eu la lecture du message du secrétaire d'Etat français auprès du ministre chargé des anciens combattants, par le lieutenant-colonel Laurent Emerand, conseiller technique du chef d'Etat-major général des F.a.c (Forces armées congolaises), suivie de la lecture de la mémoire.

«En ce 71^e anniversaire de la fin



Dépôt de gerbes de fleurs et recueillement.

des combats de la Seconde guerre mondiale, il ne faut pas cesser de visiter et d'arpenter ces lieux qui nous rappellent que de toutes ces souffrances et tous ces courages est née l'Europe libre et en paix, un héritage dont nous devons rester les gardiens vigilants», souligne le message.

Après le dépôt des gerbes de fleurs sur la stèle dédiée au Général Leclerc, par le ministre Charles Richard Mondjo, la représentante du député-maire de la ville de Brazzaville, Mme Simone Loubienga, administrateur-maire de Baongo, les ambassadeurs de France, Jean-Pierre Vidon, et d'Allemagne, Thomas Strieder, le président de l'O.n.a.c (Office national des anciens combattants), le colonel à la retraite Pierre Obou. Sonnerie aux

morts, la Marseillaise et la Congolaise, hymnes nationaux français et congolais, ont été exécutés par la musique principale des F.a.c. Notons que cette cérémonie a été rehaussée de la présence des membres du haut-commandement militaire, d'un certain nombre de cadres et ressortissants français, allemands en service à Brazzaville, des anciens combattants et des veuves d'anciens combattants décédés. Il convient de souligner que la reddition sans conditions de l'Allemagne nazie mit fin en Europe à un conflit de six ans qui fit plusieurs dizaines de millions de morts. Et le monde entier continue de s'en souvenir.

Alain-Patrick MASSAMBA

EMPRUNT OBLIGATAIRE PAR APPEL PUBLIC A L'EPARGNE

“ECAir 6% brut 2016-2021”

INVESTIR, FRUCTIFIER, RENTABILISER...

6% brut
par an, pendant 5 ans



**MONTANT DE L'OPERATION
60.000.000.000 FCFA**

PERIODE DE SOUSCRIPTION
21 Mars au 21 Mai 2016

PRIX DE SOUSCRIPTION
10.000 FCFA (au pair)

NOMBRE DE TITRES
6.000.000 obligations

POURCENTAGE
6% brut par an

VALEUR NOMINALE
10.000 FCFA

QUOTITE MINIMALE DE SOUSCRIPTION
10 Titres (soit une somme minimale 100.000 FCFA)

DUREE :
5 ans

Emetteur:



Syndicat de Placement :



Arrangeur et Chef de file:



La Financière

Téléphone : +(242) 05 311 81 71 / +(242) 05 311 81 21, Adresse Mail : contact@lafinanciere-congo.com
www.empruntobligataire-ecair.com

Conformément aux dispositions régissant l'Appel Public à l'Épargne en zone CEMAC, cette opération a été visée par la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale sous le N° COSUMAF-APE-01/16